

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1675

[2006/201391]

**30 MARS 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiées par les lois des 31 décembre 1983, 8 août 1988, 12 janvier 1989, 16 janvier 1989, 5 mai 1993, 16 juillet 1993, 28 décembre 1994, 5 avril 1995, 25 mars 1996, 4 décembre 1996, 8 février 1999, 19 mars 1999, 5 mai 1999, 21 mars 2000, 13 juillet 2001, par les décrets du Conseil flamand des 27 juillet 1996, 15 juillet 1997, 14 juillet 1998, 18 mai 1999 et le décret du Conseil régional wallon du 14 novembre 2001, notamment l'article 20;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié par les décrets des 19 décembre 2002 et 18 décembre 2003 et par le décret-programme du 3 février 2005, notamment les articles 34 et 43, § 2, alinéa 2, 1<sup>o</sup>;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, modifié par le décret du 18 décembre 2003 et par le décret-programme du 3 février 2005, notamment les articles 32, 33 et 37;

Vu l'arrêté du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, modifié par les arrêtés des 4 décembre 2003 et 9 décembre 2004;

Vu l'avis de la CWaPE CD-5i06-CWaPE-102 du 13 septembre 2005;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 21 septembre 2005;

Vu l'avis 39.620/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 janvier 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose, pour ce qui concerne les compétences de la Région wallonne, la Directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 96/82/CE, spécialement son article 3, conformément à son article 30, § 3.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> "décret" : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2<sup>o</sup> "administration" : la Division de l'Energie de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie;

3<sup>o</sup> "Commission" : la commission locale d'avis de coupure de la fourniture de gaz et de la fourniture minimale d'électricité instituée par l'article 46 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

4<sup>o</sup> "médiateur de dettes" : les institutions agréées en application du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes et les médiateurs visés à l'article 1675/17 du Code judiciaire;

5<sup>o</sup> "Fonds Energie" : fonds visé à l'article 37 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

6<sup>o</sup> "client résidentiel" : client dont l'essentiel de la consommation d'électricité est destinée à l'usage domestique;

7<sup>o</sup> "compteur à budget" : le compteur d'électricité permettant le prépaiement des consommations d'énergie via une carte rechargeable (ou tout autre système équivalent);

8<sup>o</sup> "règlement technique pour la gestion du réseau de transport local" : arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif au règlement technique pour la gestion du réseau de transport local d'électricité en Région wallonne et l'accès à celui-ci;

9<sup>o</sup> "règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution" : arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci;

10<sup>o</sup> "code NACE-BEL" : nomenclature d'activités élaborée par l'Institut national de Statistiques dans un cadre européen harmonisé et imposée par le Règlement CEE n<sup>o</sup> 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans les Communautés européennes;

11<sup>o</sup> "code EAN" : champ numérique unique de 18 positions pour l'identification univoque d'un point d'accès (European Article Number);

12<sup>o</sup> "registre d'accès" : le registre visé à l'article 2, 57<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci;

13<sup>o</sup> "proposition tarifaire" : la proposition visée à l'article 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 relatif à la structure tarifaire générale et aux principes de base et procédure en matière de tarifs de raccordement aux réseaux de distribution et d'utilisation de ceux-ci, de services auxiliaires fournis par les gestionnaires de ces réseaux et en matière de comptabilité des gestionnaires de réseaux.

CHAPITRE II. — *Obligations de service public spécifiques aux fournisseurs**Section 1<sup>re</sup>. — En matière de régularité, qualité et facturation des fournitures*

**Art. 3.** Le fournisseur est tenu de répondre dans les dix jours ouvrables à toute demande de fourniture introduite par un client et de lui remettre une proposition de contrat de fourniture. Lorsque ce client est un client résidentiel, la proposition de contrat contient toutes les dispositions relatives aux clients protégés, au compteur à budget avec ou sans limiteur de puissance et à la procédure en cas de défaut de paiement.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat de fourniture contient, au minimum, les informations suivantes :

- a) la raison sociale et le siège social du fournisseur;
- b) l'identité et l'adresse du gestionnaire de réseau auquel le client final est raccordé;
- c) le numéro EAN identifiant le point d'accès concerné;
- d) les services fournis ainsi que, le cas échéant, les niveaux de qualité des services offerts et le délai nécessaire au raccordement initial;
- e) la date d'entrée en vigueur du contrat;
- f) la durée du contrat, les conditions de renouvellement et de dénonciation du contrat;
- g) les prix unitaires, à la date d'entrée en vigueur du contrat, des différentes composantes de la fourniture qui font l'objet de la facture, conformément à l'article 7;
- h) l'éventuelle formule d'indexation du prix du kWh qui sera applicable pendant la durée du contrat et la valeur des paramètres d'indexation lors de son entrée en vigueur;
- i) les moyens par lesquels les informations actualisées sur les paramètres d'indexation, les tarifs applicables et les redevances, cotisations et surcharges peuvent être obtenues;
- j) les compensations et les formules de remboursement éventuellement applicables dans les cas où les niveaux de qualité des services prévus dans le contrat ne sont pas atteints;
- k) les modalités de paiement des factures;
- l) les dispositions applicables en cas de défaut de paiement;
- m) la procédure de règlement des litiges.

§ 2. Les informations visées au § 1<sup>er</sup> doivent être fournies avant la conclusion du contrat, qu'il soit conclu directement avec le fournisseur ou via un intermédiaire.

§ 3. Toute modification des conditions contractuelles est notifiée au client final au plus tard deux mois avant son entrée en vigueur. Cette notification mentionne les conditions de dénonciation du contrat.

§ 4. Tout client final est libre de dénoncer un contrat s'il n'accepte pas les nouvelles conditions qui lui sont notifiées par son fournisseur d'électricité.

§ 5. Le fournisseur notifie son contrat type de fourniture et toute modification l'affectant à la « CWaPE ». Aucun contrat type ne peut entrer en vigueur sans avoir été préalablement notifié à la « CWaPE ».

§ 6. Les dispositions des §§ 1<sup>er</sup> à 5 ne sont pas applicables aux gestionnaires de réseaux de distribution, lorsqu'ils sont fournisseurs d'un client final au titre du présent arrêté.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le fournisseur veille à assurer la fourniture ininterrompue d'énergie électrique à ses clients finals, dans les quantités demandées par ceux-ci.

§ 2. Afin de respecter l'obligation visée au § 1<sup>er</sup>, le fournisseur est tenu, le cas échéant, d'acheter la quantité d'électricité nécessaire correspondant à la consommation de ses clients finals.

Il conclut, à la demande de ses clients finals, les contrats, définis dans les règlements techniques pour la gestion des réseaux de transport local et de distribution, avec les gestionnaires de réseaux concernés pour l'accès à ces réseaux et leur utilisation.

**Art. 6.** Le fournisseur est tenu de fournir tout client résidentiel qui en fait la demande, à des conditions non-discriminatoires, sans préjudice des dispositions de l'article 28.

Au sens de l'alinéa précédent, est considérée comme discriminatoire, toute différence de traitement, non raisonnablement justifiée, fondée notamment sur le statut, le niveau de revenu ou le lieu de résidence.

Constitue une différence de traitement raisonnablement justifiée, le fait pour un fournisseur de tenir compte, dans sa proposition de contrat, des risques encourus au cas où un client, qui souhaite contracter avec lui, présente des risques exceptionnels.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les factures comprennent au moins les mentions suivantes, le cas échéant, dans une annexe :

- 1° le numéro EAN du point d'accès;
- 2° la période couverte par le décompte;
- 3° le délai de paiement et la date d'échéance de celui-ci;
- 4° le nombre de kWh consommé pendant la période couverte, le cas échéant, par tranche horaire;
- 5° le prix du kW/kWh fourni, hors T.V.A., le cas échéant par tranche horaire;
- 6° la valeur des éventuels paramètres d'indexation;
- 7° le coût au kWh et la redevance totale d'accès au réseau de transport, hors T.V.A.;
- 8° le coût au kWh et la redevance totale d'accès au réseau de distribution, hors T.V.A.;
- 9° le coût au kWh et le coût total facturés, le cas échéant, pour les certificats verts, hors T.V.A.;
- 10° le montant au kWh et le montant total de chacune des redevances, surcharges et cotisations tant fédérales que régionales grevant le prix de la fourniture, hors T.V.A.;
- 11° le prix total du kWh (comprenant les éléments sous 5°, 7°, 8°, 9° et 10°), hors T.V.A.;
- 12° le montant global de la facture, hors T.V.A.;

13° le coût de la procédure administrative en cas de règlement tardif ainsi que les coordonnées du service contentieux;

14° le numéro de téléphone du service à contacter à tout moment en cas de panne résultant d'un problème technique sur le réseau.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, les factures qui portent sur des acomptes périodiques comprennent au moins les mentions suivantes :

1° le numéro EAN du point d'accès;

2° la période couverte par le décompte;

3° le délai de paiement et la date d'échéance de celui-ci;

4° le montant global de la facture, hors T.V.A.;

5° le coût de la procédure administrative en cas de règlement tardif ainsi que les coordonnées du service contentieux;

6° le numéro de téléphone du service à contacter à tout moment en cas de panne résultant d'un problème technique sur le réseau.

**Art. 8.** Lorsque le fournisseur alimente un client résidentiel par un système de cartes rechargeables pouvant être alimentées via le système visé à l'article 17, il fournit à son client une liste des points de vente et d'alimentation de la carte rechargeable, en précise les modalités d'alimentation et invite le client à joindre les services du gestionnaire de réseau concerné pour la fourniture de cartes, l'initialisation ou toute modification de celles-ci.

**Art. 9.** Le fournisseur peut, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, demander au gestionnaire du réseau de suspendre la fourniture en cas de fraude prouvée d'un client.

La fourniture peut être suspendue pendant le temps nécessaire à la régularisation de la situation, en ce compris le remboursement de la dette éventuelle résultant de la fraude, des frais de suspension de la fourniture et des frais encourus lors de son rétablissement.

**Art. 10.** Avec un préavis minimum d'un mois, le fournisseur informe le gestionnaire de réseau, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, de la date de cessation de tout contrat de fourniture.

*Section 2. — En matière d'information et de sensibilisation  
à l'utilisation rationnelle de l'énergie et aux énergies renouvelables*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Au minimum une fois par an, le fournisseur établit, pour chaque client final, un bilan récapitulatif. Ce bilan vise à fournir au client un outil d'analyse des consommations énergétiques. Pour les clients dont le relevé de consommation est annuel, le bilan récapitulatif accompagne la facture annuelle et reprend la consommation des douze mois précédant le relevé.

Pour les clients dont le relevé de consommation est mensuel, le bilan récapitulatif est envoyé avec la facture annuelle de régularisation et reprend la consommation relative aux douze derniers mois.

§ 2. Dans la mesure où ils ne sont pas repris dans les documents accompagnant la facture envoyée au client final, le bilan récapitulatif mentionne obligatoirement :

1° les consommations, la période sur lesquelles elles portent ainsi que le prix moyen global du kWh, toutes taxes, redevances, surcharges et cotisations comprises, consommé au cours de la période de douze mois précédant le relevé, conformément au § 1<sup>er</sup>, ainsi qu'au cours des deux périodes de douze mois antérieures, dans la mesure où le client final était effectivement fourni par ce fournisseur;

2° pour les clients connectés au réseau basse tension, la consommation moyenne de clients types correspondant à une courbe de charge spécifique, telle que définie par la « CWaPE », similaire à celle du client final et présentée sous forme graphique avec mention de la position de ce dernier par rapport à cette consommation moyenne;

3° les sources d'énergie primaire utilisées, sur une base annuelle, pour produire l'électricité fournie, présentées sous forme graphique ou de pourcentage;

4° la référence aux publications, le cas échéant sous forme électronique, où des informations concernant l'incidence sur l'environnement, au moins en termes d'émissions de dioxyde de carbone et de quantités de déchets radioactifs résultant de la production d'électricité à partir de la totalité des sources d'énergie utilisées par le fournisseur au cours de l'année écoulée, sont à la disposition du public.

§ 3. Le Ministre précise la méthode de détermination des sources d'énergie primaire visées au § 2, 3°, après avis de la « CWaPE ».

§ 4. Le bilan récapitulatif mentionne les redevances, surcharges et cotisations perçues par les pouvoirs publics, hors T.V.A., en les répartissant sur une base fédérale ou régionale, en indiquant leur intitulé légal.

§ 5. La « CWaPE » approuve le modèle du bilan récapitulatif transmis par chaque fournisseur.

**Art. 12.** Après avis de la « CWaPE », le Ministre détermine les mentions supplémentaires à libeller sur les documents visés aux articles 7 et 11.

**Art. 13.** Les fournisseurs sont tenus :

1° de diffuser avec les factures visées à l'article 7 tout document déterminé par le Ministre, relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie ou à la libéralisation du marché de l'énergie;

2° d'octroyer toute prime visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie ou le recours aux énergies renouvelables, conformément au programme d'actions visé à l'article 37 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

Le Ministre détermine les modalités et la procédure d'octroi de la prime visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

**Art. 14.** Le remboursement des primes visées à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est pris en charge par le Fonds Energie.

CHAPITRE III. — *Obligations de service public spécifiques aux gestionnaires de réseaux*

*Section 1<sup>re</sup>.* — En matière de sécurité, régularité et qualité d'approvisionnement

**Art. 15.** Le gestionnaire du réseau est tenu de répondre à toute demande de raccordement conformément aux dispositions des règlements techniques pour la gestion du réseau de transport local et des réseaux de distribution.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire du réseau de distribution place un compteur à budget chez le client résidentiel raccordé en basse tension qui en fait la demande, directement ou via son fournisseur, dans les trente jours de la demande.

Le gestionnaire de réseau notifie au fournisseur le relevé du compteur effectué lors du placement du compteur à budget, s'il échet.

§ 2. Le coût du compteur à budget est à charge du gestionnaire de réseau, qui en est le propriétaire.

§ 3. Le coût du placement du compteur à budget est à charge du client.

§ 4. Le client peut choisir d'apurer le coût visé au paragraphe précédent à l'aide d'un paiement comptant ou d'un paiement fractionné.

Lorsque le client souhaite un paiement fractionné, le gestionnaire de réseau lui adresse une facture assortie d'un plan de paiement. La durée et les modalités de ce plan de paiement sont fixées par le Ministre sur proposition de la « CWaPE ».

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. En concertation avec la « CWaPE » et les fournisseurs, les gestionnaires de réseaux sont responsables de la conception, de la mise en œuvre et de l'exploitation d'un système commun de rechargement du compteur à budget valable sur l'ensemble du territoire et permettant, au minimum pendant les heures ouvrables, le rechargement du compteur dans chaque commune à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au plus tard.

Après un an de fonctionnement et évaluation, les gestionnaires de réseaux veilleront à adapter le nombre de points de mise à disposition de ce système afin de faire face au nombre réellement constaté de chargements.

§ 2. Tant que le système visé au § 1<sup>er</sup> n'est pas mis en place, le gestionnaire de réseau de distribution veille à ce que chaque local ouvert au public et disposant d'au moins un point d'alimentation du système à budget, soit ouvert au minimum pendant les heures ouvrables.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, le gestionnaire de réseau exécute les tâches et obligations qui lui incombent en vertu du décret et de ses arrêtés d'exécution afin d'assurer, sauf cas de force majeure, un accès ininterrompu et un niveau de qualité de l'énergie fournie, conformes aux spécifications énoncées dans les règlements techniques pour la gestion des réseaux de transport local et de distribution, aux clients finals connectés au réseau dont il assure la gestion.

§ 2. En cas de coupure programmée, le gestionnaire de réseau informe les clients concernés de la durée probable et du moment de la coupure conformément aux délais prévus par les règlements techniques pour la gestion des réseaux de transport local et de distribution.

Toute coupure de l'alimentation résultant d'un problème technique sur le réseau doit être rétablie dans les meilleurs délais. A cette fin, le gestionnaire de réseau dispose d'équipes techniques permettant, sauf cas de force majeure, une intervention dans les deux heures.

§ 3. Sauf cas de force majeure, la réparation intégrale de tout dégât causé, par la faute, en ce compris le défaut de précaution du gestionnaire de réseau, aux installations du client pour cause notamment de perturbation de la fréquence - dans la mesure où la gestion de la fréquence leur incombe - du niveau de tension ou de coupure anormalement prolongée par rapport aux dispositions du règlement technique et des contrats, est à charge du gestionnaire du réseau. L'avis motivé de la « CWaPE » peut être sollicité quant au caractère anormalement prolongé de la coupure. La « CWaPE » formule cet avis motivé après avoir entendu les parties en cause.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire de réseau fournit aux utilisateurs du réseau ou à toute personne mandatée par eux les informations dont ils ont besoin pour un accès efficace au réseau.

§ 2. En particulier et en vue d'assurer la continuité de la fourniture tout en permettant à un client final d'exercer son éligibilité, le gestionnaire de réseau est tenu de fournir, dans un délai maximum de huit jours ouvrables, les informations de comptage permettant à un fournisseur de faire une offre de prix pour la fourniture d'énergie électrique à un client final. Les données sont transmises à la demande du client final ou de toute personne mandatée par lui.

La fourniture des données visée au présent paragraphe fait l'objet d'une tarification introduite dans les propositions tarifaires des gestionnaires de réseaux.

§ 3. A titre transitoire, le délai prévu au § 2, alinéa 1<sup>er</sup> est porté à seize jours ouvrables entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et le 31 décembre 2007.

**Art. 20.** Lors du raccordement d'un client, le gestionnaire de réseau transmet à ce client tout document, prescrit par le ministre, relatif aux mesures favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie.

**Art. 21.** Le gestionnaire de réseau peut suspendre la fourniture en cas de fraude prouvée d'un client. Il en informe sans délai le fournisseur, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'information.

La fourniture peut être suspendue pendant le temps nécessaire à la régularisation de la situation, en ce compris le remboursement de la dette éventuelle résultant de la fraude, des frais de suspension de la fourniture et des frais encourus lors de son rétablissement.

**Art. 22.** Suite à la notification prévue à l'article 10, le gestionnaire du réseau de distribution modifie les données du registre d'accès relatives au code EAN concerné.

En l'absence de notification d'un nouveau fournisseur pour ce code à partir de la date de cessation du contrat de fourniture précédent, il procède sans délai à la coupure du raccordement.

*Section 2. — En matière de protection de l'environnement*

**Art. 23.** En cas de demande de raccordement d'installations de production mutuellement exclusives, notamment pour des raisons de limitations de puissance, le gestionnaire du réseau accorde la priorité aux installations de production d'électricité verte, conformément aux dispositions des règlements techniques pour la gestion du réseau de transport local et des réseaux de distribution.

**Art. 24.** Aux fins de rencontrer sa consommation propre (hors compensation des pertes en réseau) ou, le cas échéant, de fournir les clients protégés ou les clients captifs qui sont connectés à son réseau, le gestionnaire du réseau est tenu d'acheter, aux prix du marché, la production excédentaire des producteurs d'électricité verte connectés à son réseau. Le prix du marché est adapté en fonction du caractère aléatoire de la production et des engagements pris en matière d'équilibre.

Si la production excédentaire dépasse les capacités de consommation visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le gestionnaire du réseau en informe les fournisseurs. Ceux-ci rachètent la production excédentaire de façon proportionnelle, au prorata des quantités d'électricité fournie par eux sur le territoire du gestionnaire de réseau où sont situées les installations du ou des producteur(s) d'électricité verte concerné(s).

On entend par "production excédentaire", la production d'électricité pour laquelle le producteur d'électricité verte n'a conclu aucun contrat de fourniture avec un gestionnaire de réseau, fournisseur ou intermédiaire ou la production d'électricité qui n'a pas été auto-consommée par le producteur.

*Section 3. — En matière de collecte des données*

**Art. 25.** Le gestionnaire de réseau transmet à la « CWaPE », pour le 31 mars de chaque année, les données suivantes relatives à l'année civile écoulée. Celles-ci sont fournies par voie électronique selon le formulaire défini par la « CWaPE » :

1° le nombre de points de prélèvements et la consommation globale sur le réseau haute tension, ventilés par secteur d'activité correspondant au code NACE-BEL avec 4 chiffres ou, à défaut, tel que défini par l'administration;

2° le nombre de points de prélèvements et la consommation globale estimée sur le réseau basse tension, ventilés, le cas échéant, entre clients professionnels et clients résidentiels et, pour ces derniers, ventilés par clients-types correspondant aux courbes de charge spécifiques tels que définis par la « CWaPE »;

3° les coordonnées (code EAN et adresse), classées par ordre décroissant de consommation, des clients finals raccordés au réseau haute tension ainsi que leur secteur d'activité tel que défini au 1°;

4° les kWh injectés sur le réseau par toute installation de production connectée à ce réseau;

5° les kWh injectés et prélevés sur tout autre réseau;

6° le nombre, la cause, localisation et durée des coupures d'alimentation respectivement sur le réseau haute tension et basse tension (par niveau de tension).

La « CWaPE » transmet sans délai ces données à l'Administration.

*CHAPITRE IV. — Obligations de service public à caractère social**Section 1<sup>re</sup>. — Fourniture aux clients protégés*

**Art. 26.** Lorsque, en vertu de l'article 9 du décret, le gestionnaire de réseau fournit un client protégé, il est considéré comme fournisseur du client protégé.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le client est un client protégé, il en informe le fournisseur, par écrit, éventuellement par l'intermédiaire du centre public d'action sociale. Le client protégé annexe à son courrier toute pièce justificative nécessaire.

Après avis de la « CWaPE », le Ministre définit le modèle du document à transmettre au fournisseur.

§ 2. Pour les catégories de personnes visées à l'article 33, § 1<sup>er</sup>, 3°, du décret, la demande pour bénéficier du statut de client protégé, doit être renouvelée toutes les cinq années. En ce cas, le document est complété par l'organisme octroyant l'allocation.

Pour les autres catégories de personnes visées à l'article 33 du décret, la demande est renouvelée chaque année. En ce cas, le document est complété soit par le centre public d'aide sociale, soit par le médiateur de dettes.

§ 3. Le client est tenu d'informer par écrit le fournisseur de la perte de sa qualité de client protégé dans les quinze jours de celle-ci.

**Art. 28.** Par dérogation à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, un fournisseur, à l'exception d'un gestionnaire de réseau de distribution, n'est pas tenu de fournir un client protégé qui n'aurait pas trouvé d'accord quant au paiement de la dette qu'il a contractée suite à la fourniture minimale garantie. Cette dérogation ne vaut pas pour les clients dont la dette liée à la fourniture minimale garantie a été annulée par la Commission conformément à l'arrêté pris en exécution de l'article 46 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

*Section 2. — Procédure applicable au client résidentiel en cas de non-paiement*

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le client n'a pas acquitté le montant de sa facture à l'échéance prévue, le fournisseur envoie un rappel comprenant au moins les mentions suivantes :

1° la nouvelle date d'échéance du paiement qui ne peut être inférieure à dix jours ainsi que les coordonnées de son service compétent pour l'élaboration d'un plan de paiement;

2° la faculté de faire appel au centre public d'action sociale ou à un médiateur de dettes agréé, ainsi que les coordonnées de ces organismes;

3° la faculté de demander au gestionnaire de réseau de placer un compteur à budget ou, lorsque le client est un client protégé, un compteur à budget couplé avec un limiteur de puissance;

4° la procédure suivie si le client n'apporte pas une solution quant au paiement de la facture en question; cette procédure prévoit, sauf refus explicite du client, la communication de son nom au centre public d'action sociale.

La lettre de rappel mentionne également explicitement les modalités qui s'appliquent à la clientèle protégée, et notamment les conditions de prise en charge par le gestionnaire de réseau du placement du compteur à budget couplé avec un limiteur de puissance.

§ 2. La lettre de rappel type visée au § 1<sup>er</sup> est soumise à l'approbation de la « CWaPE » qui dispose de trente jours ouvrables pour se prononcer.

**Art. 30.** Lorsque, à l'échéance fixée dans le rappel visé à l'article 29, le client n'a pas soit :

1° acquitté le montant de la facture;

2° demandé le placement d'un compteur à budget;

3° conclu un plan de paiement avec le service compétent du fournisseur;

4° informé le fournisseur, sur base d'une attestation du centre public d'action sociale ou du service de médiation de dettes agréé, des négociations entreprises pour conclure un plan de paiement le fournisseur lui adresse, par recommandé, une mise en demeure.

Ce courrier précise qu'à défaut de solution proposée dans un délai de quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure, le client sera considéré comme en défaut de paiement et qu'un compteur à budget lui sera placé d'office.

### *Section 3. — Défaut de paiement d'un client résidentiel et placement du compteur à budget*

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un client est déclaré en défaut de paiement, le fournisseur adresse, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, au gestionnaire de réseau une demande de placer chez ce client un compteur à budget. Lorsque ce client est un client protégé, le fournisseur joint les documents visés à l'article 27.

§ 2. A la même date, le fournisseur adresse une copie de cette demande au client et l'informe que, sauf opposition de sa part notifiée au fournisseur dans les cinq jours, ses coordonnées seront notifiées au centre public d'action sociale.

§ 3. Sauf opposition du client, le fournisseur transmet les coordonnées de ce client dans les dix jours de la demande de placement du compteur à budget au centre public d'action sociale.

§ 4. Si le client en défaut de paiement refuse ou entrave le placement d'un compteur à budget dans le cadre de la procédure définie au présent article, sa fourniture d'électricité est suspendue par le gestionnaire du réseau, à la requête du fournisseur.

Dans ce cas, les frais de suspension et de rétablissement ultérieur de la fourniture sont à la charge du client.

§ 5. Le Ministre détermine la procédure de placement du compteur à budget.

**Art. 32.** Lorsque le client visé aux articles 29 à 31 est un client protégé, le compteur à budget est couplé à un limiteur de puissance.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un client, disposant d'un compteur à budget dont le module de prépaiement est désactivé, est déclaré en défaut de paiement, le fournisseur enjoint le gestionnaire de réseau, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, de faire modifier, dans les quinze jours de la notification, les paramètres de la carte rechargeable du client, ou tout autre système équivalent, en vue d'activer le système à prépaiement. Le fournisseur informe sans délai le client et le centre public d'action sociale de la demande adressée au gestionnaire de réseau.

§ 2. Si le client en défaut de paiement refuse ou entrave l'activation du système à prépaiement d'un compteur à budget, dans le cadre de la procédure définie au présent article sa fourniture d'électricité pourra être suspendue par le gestionnaire du réseau, à la requête du fournisseur.

Dans ce cas, les frais de suspension et de rétablissement ultérieur de la fourniture sont à la charge du client.

§ 3. Le Ministre détermine la procédure d'activation de la fonction à prépaiement.

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Les dispositions de l'article 16, §§ 2 à 4, sont applicables dans le cadre de la demande visée à l'article 31, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. Dans le respect des tarifs de raccordement approuvés par la CREG, la quote-part du client en défaut de paiement dans le coût du placement du compteur à budget ne peut être supérieure, toutes taxes comprises, à un montant de 100 EUR indexé.

§ 3. Toutefois, lorsque le client en défaut de paiement est un client protégé, le coût du placement du compteur à budget est à charge du gestionnaire de réseau.

**Art. 35.** Le fournisseur informe le client du montant exact de la dette existante au moment du placement du compteur à budget, en ce compris les frais de procédure antérieure au placement du compteur à budget. Le recouvrement de cette dette ne peut en aucun cas être imputé sur les paiements liés à la consommation postérieure au placement du compteur à budget.

**Art. 36.** Lorsqu'un client a remboursé les dettes liées à sa consommation d'électricité, il peut demander à son fournisseur de faire désactiver gratuitement le système à prépaiement.

**Art. 37.** La procédure visée aux articles 31 à 35 peut être suspendue à tout moment en cas d'accord des parties quant au paiement de la dette. Le non-respect d'un plan de paiement relatif au règlement de la dette, notifié par recommandé au client, entraîne de plein droit la reprise de la procédure en l'état.

*Section 4. — Fourniture minimale garantie aux clients protégés**Sous-section 1<sup>re</sup>. — Fourniture minimale garantie et défaut récurrent de paiement*

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Le client protégé qui n'alimente pas son compteur à budget bénéficie de la fourniture minimale garantie dont la puissance est fixée à 1 300 Watts. Celle-ci est assurée pendant six mois à dater de la mise en service du limiteur de puissance.

La fourniture minimale garantie est assurée par le fournisseur du client protégé, qui facture au client sa consommation sous limiteur.

La facture mentionne :

1<sup>o</sup> la faculté de faire appel au centre public d'action sociale ou à un médiateur de dettes agréés, ainsi que les coordonnées de ces organismes;

2<sup>o</sup> la possibilité de solliciter une guidance énergétique.

Lorsque le gestionnaire de réseau constate une absence de chargement pendant trente jours, il en informe sans délai le fournisseur et demande au client de fournir ses index aux fins d'établir cette facture.

§ 2. Lorsqu'il juge que la situation sociale et la composition de famille du ménage le justifient, le centre public d'action sociale peut enjoindre au fournisseur d'établir, pour tout ou partie de période visée au § 1<sup>er</sup>, une fourniture minimale garantie d'une puissance supérieure à 1 300 Watts avec un plafond de 2 600 Watts, pour autant que le centre public d'action sociale prenne en charge la moitié de la facture dudit client.

§ 3. Le client protégé peut demander à son fournisseur que le limiteur de puissance soit désactivé dès qu'il a payé les arriérés liés à la fourniture minimale garantie.

§ 4. Le § 2 du présent article s'applique aux centres publics d'action sociale dont le siège est établi sur le territoire de la région de langue française.

**Art. 39.** Lorsque le client protégé a bénéficié uniquement de la fourniture minimale garantie pendant six mois et n'a pas acquitté les factures relatives à cette fourniture, il est déclaré en défaut récurrent de paiement.

Le fournisseur notifie, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, cette situation au gestionnaire de réseau.

Le fournisseur adresse au client et au centre public d'action sociale une copie de la notification visée à l'alinéa précédent. Ce courrier informe le client de la procédure ultérieure, notamment de la saisine de la Commission et des conséquences qui en découlent.

*Sous-section 2. — Procédure conduisant à la coupure d'électricité suite à un défaut récurrent de paiement*

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. En cas de défaut récurrent de paiement et à dater de la réception de la notification visée à l'article 39, le gestionnaire du réseau est tenu de fournir le client protégé connecté à son réseau.

Tant que le client protégé n'acquitte pas ses factures, la fourniture est limitée à une puissance minimale garantie.

Le gestionnaire de réseau adresse au client une facture reprenant les mentions suivantes :

1<sup>o</sup> la date d'échéance du paiement qui ne peut être inférieure à quinze jours ainsi que les coordonnées de son service compétent pour l'élaboration d'un plan de paiement;

2<sup>o</sup> la faculté de faire appel au centre public d'action sociale ou à un médiateur de dette agréé, ainsi que les coordonnées de ces organismes;

3<sup>o</sup> la procédure suivie si le client n'apporte pas une solution quant au paiement de la facture en question; cette procédure prévoit le recours à la Commission.

§ 2. Lorsque le client n'a pas trouvé d'accord quant au paiement des arriérés liés à la fourniture minimale garantie à l'échéance visée au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, le gestionnaire de réseau lui adresse par recommandé une mise en demeure. Ce courrier l'informe qu'à défaut de solution proposée dans les quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure, la commission sera saisie du dossier.

Le gestionnaire de réseau transmet au centre public d'action sociale une copie du courrier visé à l'alinéa précédent.

§ 3. Lorsque le client n'a pas apporté de solutions dans les quinze jours de l'envoi de la mise en demeure, ou lorsque le client protégé ne respecte pas l'accord relatif au paiement des arriérés liés à la fourniture minimale garantie, le gestionnaire de réseau peut introduire, auprès de la Commission, une demande motivée en vue de couper l'électricité pour cause de mauvaise volonté manifeste.

*Sous-section 3. — Recouvrement de la dette relative à la fourniture minimale garantie*

**Art. 41.** Le fournisseur d'un client protégé qui a assuré une fourniture minimale garantie audit client peut affecter au maximum 20 % du montant rechargé par le client au remboursement de la dette liée à la fourniture minimale garantie si celle-ci n'a pas été annulée par la Commission.

Le cas échéant, lorsque le gestionnaire de réseau agit en tant que fournisseur du client protégé, il rétrocède mensuellement le montant récupéré au fournisseur concerné.

En cas d'annulation de la dette ou d'une partie de la dette par la Commission, le gestionnaire de réseau introduit auprès de l'Administration une demande justifiée de remboursement.

*CHAPITRE V. — Contrôle de la « CWaPE »*

**Art. 42.** La « CWaPE » peut requérir des fournisseurs et gestionnaires de réseaux toute information et tout document nécessaires aux fins de procéder au contrôle du respect de leurs obligations de service public. La « CWaPE » peut procéder au contrôle sur place.

**Art. 43.** § 1<sup>er</sup>. Avant le 31 mars de chaque année, le fournisseur transmet à la « CWaPE » les données agrégées suivantes :

- 1° le nombre de clients bénéficiant du tarif social;
- 2° le nombre de rappels;
- 3° le nombre de mises en demeure;
- 4° le nombre de clients en défaut de paiement, en distinguant clients protégés et non-protégés;
- 5° le nombre de plans de paiement admis et le paiement mensuel moyen;
- 6° le nombre de plans de paiement non suivis;
- 7° le nombre de dossier transmis aux centres publics d'aide sociale;
- 8° le nombre de demandes de placement de compteurs à budget avec ou sans limiteur de puissance en distinguant les placements à la demande du fournisseur, du client ou du client protégé ainsi que le nombre de placements effectifs;
- 9° le montant de la dette moyenne au moment du placement du compteur à budget;
- 10° le nombre de clients protégés bénéficiant de la fourniture minimale garantie, en distinguant la puissance maximum ainsi que la durée moyenne de la fourniture minimale garantie;
- 11° la dette moyenne des clients protégés bénéficiant uniquement de la puissance minimale garantie;
- 12° le nombre de retraits de la fourniture minimale garantie en distinguant le retrait dans les vingt-quatre heures, endéans les sept jours, entre huit jours et trente jours et après plus de trente jours;
- 13° le nombre de clients en défaut récurrent de paiement, le montant de la dette moyenne de ces clients au moment du transfert vers le gestionnaire de réseau;
- 14° toute autre donnée agrégée déterminée par la « CWaPE ».

§ 2. Avant le 31 mars de chaque année, les fournisseurs transmettent à la « CWaPE » un rapport sur les sources d'énergie primaire utilisées pour produire l'électricité fournie au cours de l'année civile précédente.

§ 3. Avant le 31 mars de chaque année, le gestionnaire du réseau transmet à la « CWaPE » les données agrégées suivantes :

- 1° le nombre de clients bénéficiant du tarif social;
- 2° le nombre de placements de compteurs à budget avec ou sans limiteur de puissance en distinguant les placements à la demande du fournisseur, du client ou du client protégé;
- 3° le nombre de clients protégés en défaut récurrent de paiement, le montant de la dette moyenne des clients protégés bénéficiant uniquement de la fourniture minimale garantie et la durée moyenne de cette fourniture;
- 4° le nombre de saisines de la Commission et le type de décision adoptée par celle-ci en distinguant le retrait de la fourniture minimale garantie, la prolongation, la durée de cette prolongation, le montant de la dette moyenne au moment où la Commission statue et le nombre de remises de dettes éventuelles.

**Art. 44.** Conformément à l'article 43, § 3, du décret, la « CWaPE » réalise un rapport détaillé quant à l'exécution des obligations de service public imposées aux fournisseurs et aux gestionnaires de réseaux.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 45.** § 1<sup>er</sup>. Dans le respect des tarifs approuvés par la CREG à cet effet, la quote-part du client résidentiel dans le coût de placement de tout compteur permettant de comptabiliser séparément les consommations en heures pleines et en heures creuses, communément appelé compteur bi-horaire, en remplacement d'un compteur mono-horaire ne peut excéder, toutes taxes comprises, un montant de 100 EUR indexé.

§ 2. Les coûts de conversion des compteurs dits "tri-horaire" en compteurs bi-horaire font l'objet d'une tarification, introduite dans les propositions tarifaires des gestionnaires de réseaux.

§ 3. Les prestations visées au § 2 et la quote-part du tarif des prestations visées au § 1<sup>er</sup>, non couverte par l'intervention du client résidentiel, sont prélevées sur le Fonds dit "bi-horaire" constitué auprès de chaque gestionnaire de réseau de distribution, en application du point C de la recommandation C.C.(e) 2003/20 du 12 mars 2003 du Comité de contrôle de l'électricité et du gaz complétée de la recommandation C.C.(e) 2003/28 du 7 mai 2003 du même Comité et ce, jusqu'à épuisement du Fonds.

§ 4. Après avis de la « CWaPE », le Ministre détermine la description et le contenu des prestations visées au § 1<sup>er</sup> qui peuvent être éligibles à l'intervention du Fonds.

§ 5. La « CWaPE » assure le suivi de l'utilisation du Fonds.

**Art. 46.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 47.** Le présent arrêté entre en vigueur soixante jours après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des dispositions de l'article 45, § 1<sup>er</sup>, qui produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> mars 2003.

**Art. 48.** Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mars 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE



## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 1675

[2006/201391]

**30. MÄRZ 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung  
über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Gesetze vom 31. Dezember 1983, vom 8. August 1988, vom 12. Januar 1989, vom 16. Januar 1989, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 28. Dezember 1994, vom 5. April 1995, vom 25. März 1996, vom 4. Dezember 1996, vom 8. Februar 1999, vom 19. März 1999, vom 5. Mai 1999, vom 21. März 2000, vom 13. Juli 2001, durch die Dekrete des Flämischen Rates vom 27. Juli 1996, vom 15. Juli 1997, vom 14. Juli 1998, vom 18. Mai 1999 und durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 14. November 2001, insbesondere des Artikels 20;

Aufgrund des Dekrets vom 12. Dezember 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, abgeändert durch die Dekrete vom 19. Dezember 2002 und vom 18. Dezember 2003 und durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, insbesondere der Artikel 34 und 43 § 2 Absatz 2 19°;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, abgeändert durch das Dekret vom 18. Dezember 2003 und durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, insbesondere der Artikel 32, 33 und 37;

Aufgrund des Erlasses vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, abgeändert durch die Erlasse vom 4. Dezember 2003 und vom 9. Dezember 2004;

Aufgrund des am 13. September 2005 abgegebenen Gutachtens der "Commission wallonne pour l'Energie" ("CWaPE") (Wallonische Kommission für Energie) CD-5i06-CWaPE-102;

Aufgrund des am 21. September 2005 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 16. Januar 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 11 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 39.620/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird, was die Zuständigkeiten der Wallonischen Region angeht, die Umsetzung der Richtlinie 2003/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 96/82/EG gemäß ihrem Artikel 30 § 3 gewährleistet, ganz besonders ihr Artikel 3.

**Art. 2** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2° "Verwaltung": die Abteilung Energie der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie;

3° "Kommission,": die lokale Kommission für die Begutachtung der Sperrung der Gaslieferung und der minimalen Elektrizitätslieferung, die durch Artikel 46 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarktes eingerichtet worden ist;

4° "Schuldenvermittler": die in Anwendung des Dekrets vom 7. Juli 1994 bezüglich der Zulassung der sich mit der Schuldenvermittlung befassenden Einrichtungen zugelassenen Einrichtungen und die in Artikel 1675/17 des Strafgesetzbuchs erwähnten Vermittler;

5° "Energiefonds": der in Artikel 37 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts erwähnte Fonds;

6° Haushaltkunde: Kunde, dessen Stromverbrauch hauptsächlich für die häusliche Verwendung bestimmt ist;

7° "Budgetzähler": der Stromzähler, durch den der Energieverbrauch über eine wiederaufladbare Karte (oder jegliches gleichwertige System) im Voraus bezahlt werden kann;

8° "technische Regelung für den Betrieb des lokalen Übertragungsnetzes": Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die technische Regelung für den Betrieb des lokalen Stromübertragungsnetzes in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesem Netz;

9° "technische Regelung für den Betrieb der Verteilernetze": Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die technische Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen;

10° "NACE-BEL-Verzeichnis": die von dem Landesinstitut für Statistik in einem harmonisierten europäischen Rahmen ausgearbeitete statistische Systematik der Tätigkeiten, die von der Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 betreffend die statistische Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, auferlegt wird;

11° "EAN-Code": ein einziges 18-stelliges numerisches Feld zur eindeutigen Identifikation einer Zugangsstelle (European Article Number);

12° "Zugangsregister": das in Artikel 2, 57° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die technische Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen erwähnte Register;

13° "Tarifvorschlag": der in Artikel 1, 13° des Königlichen Erlasses vom 11. Juli 2002 über die allgemeine Tarifstruktur und die Grundprinzipien und Verfahren in Sachen Tarife für den Anschluss an die Verteilernetze und für deren Benutzung, für die von den Betreibern dieser Netze erbrachten Hilfsdienste und in Sachen Buchhaltung der Netzbetreiber erwähnte Vorschlag.

KAPITEL II — *Spezifische Verpflichtungen öffentlichen Dienstes für die Versorger**Abschnitt 1 — In Sachen Regelmäßigkeit, Qualität und Berechnung der Lieferungen*

**Art. 3** - Der Versorger ist verpflichtet, jeglichen von einem Kunden eingereichten Lieferungsantrag innerhalb von zehn Werktagen zu beantworten und ihm einen Liefervertrag anzubieten. Wenn dieser Kunde ein Haushaltskunde ist, enthält der Vertragsvorschlag alle Bestimmungen in Bezug auf geschützte Kunden, auf Budgetzähler mit oder ohne Leistungsbegrenzer und auf das Verfahren bei Nichtzahlung von Rechnungen.

**Art. 4** - § 1 - Der Liefervertrag enthält mindestens folgende Informationen:

- a) die Gesellschaftsbezeichnung und der Gesellschaftssitz des Versorgers;
- b) die Identität und die Anschrift des Netzbetreibers, bei dem der Endverbraucher angeschlossen ist;
- c) die EAN-Nummer, die den betroffenen Zugangspunkt erkennbar macht;
- d) die geleisteten Dienste sowie, gegebenenfalls, die Qualitätsstufen der angebotenen Dienste und die für den ursprünglichen Anschluss notwendige Frist;
- e) das Inkrafttretensdatum des Vertrags;
- f) die Dauer des Vertrags, die Bedingungen bezüglich der Erneuerung und der Kündigung des Vertrags;
- g) die Einheitspreise zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Vertrags der verschiedenen Komponenten der Lieferung, die Gegenstand der Rechnung sind, gemäß Artikel 7;
- h) die etwaige Formel zur Indexierung des Preises des kWh, die während der Dauer des Vertrags anwendbar sein wird, und der Wert der Indexierungsparameter bei dessen Inkrafttreten;
- i) die Mittel, durch welche die auf der Grundlage der Indexierungsparameter aktualisierten Informationen, die anwendbaren Tarife und die Gebühren, Beiträge und Zuschläge zu erhalten sind;
- j) die Kompensationen und Rückerstattungsformeln, die eventuell anwendbar sind, falls die Qualitätsstufen der im Vertrag vorgesehenen Dienste nicht erreicht werden;
- k) die Modalitäten zur Zahlung der Rechnungen;
- l) die bei Nichtzahlung anwendbaren Bestimmungen;
- n) das Verfahren zur Regelung der Streitsachen.

§ 2 - Die in § 1 erwähnten Informationen müssen vor dem Vertragsabschluss gegeben werden, unabhängig davon, ob er direkt mit dem Versorger oder über einen Vermittler abgeschlossen wird.

§ 3 - Jede Änderung der Vertragsbedingungen wird dem Endverbraucher spätestens zwei Tage vor dessen Inkrafttreten mitgeteilt. In dieser Mitteilung werden die Bedingungen zur Kündigung des Vertrags angegeben.

§ 4 - Jeder Endverbraucher ist frei, einen Vertrag zu kündigen, wenn er die neuen Bedingungen, die ihm durch seinen Stromversorger mitgeteilt werden, nicht annimmt.

§ 5 - Der Versorger übermittelt der "CWaPE" seinen Musterliefervertrag und jede ihn betreffende Änderung. Kein Mustervertrag kann in Kraft treten, ohne dass er zuvor der "CWaPE" übermittelt worden ist.

§ 6 - Die Bestimmungen der §§ 1 bis 5 finden keine Anwendung auf die Betreiber eines Verteilernetzes, wenn sie im Rahmen des vorliegenden Erlasses einen Endverbraucher beliefern.

**Art. 5** - § 1 - Der Versorger sorgt dafür, dass seinen Endverbrauchern Strom ohne Unterbrechung geliefert wird, dies in den durch diese verlangten Mengen.

§ 2 - Um die in § 1 bestimmte Verpflichtung einzuhalten, muss der Versorger die notwendige Strommenge, die dem Verbrauch seiner Endverbraucher entspricht, gegebenenfalls kaufen.

Auf Anfrage seiner Endverbraucher schließt er die Verträge, die in den technischen Regelungen bezüglich der Führung der lokalen Übertragungsnetze und der Versorgungsnetze bestimmt werden, mit den betroffenen Netzbetreibern für den Zugang zu diesen Netzen und deren Verwendung ab.

**Art. 6** - Der Versorger muss jeden Haushaltskunden, der es beantragt, zu nichtdiskriminierenden Bedingungen beliefern, dies unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 28.

Im Sinne des vorigen Absatzes wird jeder nicht vernünftig begründete Behandlungsunterschied, der u.a. auf dem Statut, dem Einkommensniveau oder dem Wohnort basiert, als diskriminierend betrachtet.

Die Tatsache, dass ein Versorger in seinem Vertragsvorschlag das Risiko berücksichtigt, das für ihn entsteht, falls ein Kunde, der einen Vertrag mit ihm abschließen möchte, ein außergewöhnliches Risiko darstellt, wird als vernünftig begründeter Behandlungsunterschied betrachtet.

**Art. 7** - § 1 - Die Rechnungen enthalten mindestens folgende Angaben, gegebenenfalls in einer Anlage:

- 1° die EAN-Nummer der Zugangsstelle;
- 2° die durch die Abrechnung gedeckte Periode;
- 3° die Zahlungsfrist und das Fälligkeitsdatum;
- 4° die Anzahl der während der gedeckten Periode verbrauchten kWh, gegebenenfalls pro Zeitabschnitt;
- 5° der Preis des gelieferten kW/kWh, ohne MwSt, gegebenenfalls pro Zeitabschnitt;
- 6° der Wert der etwaigen Indexierungsparameter;
- 7° die Kosten pro kWh und die Gesamtgebühr für den Zugang zu dem Übertragungsnetz, ohne MwSt;
- 8° die Kosten pro kWh und die Gesamtgebühr für den Zugang zu dem Verteilernetz, ohne MwSt;
- 9° die Kosten pro kWh und gegebenenfalls die berechneten Gesamtkosten für die grünen Bescheinigungen, ohne MwSt;
- 10° der Betrag pro kWh und der Gesamtbetrag aller sowohl föderalen als auch regionalen Gebühren, Zuschläge und Beiträge, die den Preis der Lieferung belasten, ohne MwSt;
- 11° der Gesamtpreis des kWh (einschließlich der unter 5°, 7°, 8°, 9° und 10° erwähnten Elemente), ohne MwSt;
- 12° der Gesamtbetrag der Rechnung, ohne MwSt;

13° die Kosten des administrativen Verfahrens bei später Begleichung sowie die näheren Angaben zur Dienststelle für offenstehende Rechnungen;

14° die Telefonnummer der ununterbrochen zu jeder Zeit erreichbaren Dienststelle im Falle einer durch ein technisches Problem im Netz verursachten Panne.

§ 2 - In Abweichung von § 1 enthalten die Rechnungen, die periodische Anzahlungen betreffen, mindestens folgende Angaben:

1° die EAN-Nummer der Zugangsstelle;

2° die durch die Abrechnung gedeckte Periode;

3° die Zahlungsfrist und das Fälligkeitsdatum;

4° der Gesamtbetrag der Rechnung, ohne MwSt;

5° die Kosten des administrativen Verfahrens bei später Begleichung sowie die näheren Angaben zur Dienststelle für offenstehende Rechnungen;

6° die Telefonnummer der ununterbrochen zu jeder Zeit erreichbaren Dienststelle im Falle einer durch ein technisches Problem im Netz verursachten Panne.

**Art. 8** - Wenn der Versorger einen Haushaltskunden mittels eines auf der Grundlage von wiederaufladbaren Karten, die mittels des in Artikel 17 erwähnten Systems wiederaufgeladen werden können, funktionierenden Systems versorgt, übermittelt er seinem Kunden eine Liste der Stellen, wo die wiederaufladbaren Karten verkauft und wiederaufgeladen werden, gibt er die Modalitäten zum Wiederaufladen an und fordert er den Kunden auf, mit den Dienststellen des betroffenen Netzbetreibers Kontakt aufzunehmen im Hinblick auf die Lieferung von Karten, deren Initialisierung oder jegliche sie betreffenden Änderungen.

**Art. 9** - Der Versorger kann gemäß den den Austausch von Informationen betreffenden Bestimmungen der technischen Regelung für den Betrieb der Verteilernetze im Falle eines nachgewiesenen Betrugs durch einen Kunden den Netzbetreiber ersuchen, die Lieferung an einen Kunden auszusetzen.

Die Lieferung kann während der Zeit ausgesetzt werden, die zur Regularisierung der Lage nötig ist, einschließlich der Rückzahlung der eventuellen Schuld, die sich aus dem Betrug ergibt, der Kosten für das Aussetzen der Versorgung und der bei deren Wiederherstellung entstandenen Kosten.

**Art. 10** - Der Versorger teilt dem Netzbetreiber mindestens einen Monat im Voraus das Datum der Einstellung eines jeden Liefervertrags mit gemäß den den Austausch von Informationen betreffenden Bestimmungen der technischen Regelung für den Betrieb der Verteilernetze.

#### *Abschnitt 2 — In Sachen Information und Sensibilisierung zur rationellen Energienutzung und zu den erneuerbaren Energien*

**Art. 11** - § 1 - Mindestens einmal im Jahr erstellt der Versorger für jeden Endverbraucher eine Übersichtsbilanz. Diese hat zum Ziel, dem Kunden ein Mittel zur Analyse des Energieverbrauchs zu bieten. Für die Kunden, die eine jährliche Verbrauchserfassung erhalten, wird die Übersichtsbilanz der Jahresrechnung beigefügt und gibt den Verbrauch der zwölf Monate an, die der Zählerablesung vorhergehen.

Für die Kunden, die eine monatliche Verbrauchserfassung erhalten, wird die Übersichtsbilanz der Jahresabrechnung beigefügt. Sie gibt den Verbrauch der abgelaufenen zwölf Monate an.

§ 2 - Insofern sie nicht in den Dokumenten angegeben sind, die der dem Endverbraucher zugeschickten Rechnung beigefügt sind, werden folgenden Angaben unbedingt in der Übersichtsbilanz angegeben:

1° der Verbrauch, die Periode, auf die er sich bezieht, sowie der gesamte Durchschnittspreis, alle Abgaben, Gebühren, Zuschläge und Beiträge inbegriffen, des während der Periode von zwölf Monaten vor der Erfassung, gemäß § 1 und während der zwei vorherigen Perioden von zwölf Monaten verbrauchten kWh, wenn der Endverbraucher tatsächlich von diesem Versorger beliefert wurde;

2° für die an das Niederspannungsnetz angeschlossenen Kunden, der Durchschnittsverbrauch von Standardkunden, der einem spezifischen, von der "CWaPE" bestimmten Lastprofil entspricht, das vergleichbar mit dem des Endverbrauchers ist, unter Angabe des in graphischer Form dargebotenen Stands des Letzteren im Vergleich zu diesem Durchschnittsverbrauch;

3° die auf Jahresbasis verwendeten Primärenergiequellen, um den gelieferten Strom zu liefern, als Graphik oder in Prozentsatz dargestellt;

4° die Bezugnahme auf Publikationen, gegebenenfalls in elektronischer Form, in denen Informationen bezüglich der Auswirkungen auf die Umwelt der Öffentlichkeit zur Verfügung stehen, mindestens was die Kohlendioxidemissionen und die Mengen radioaktiver Abfälle angeht, die durch die Stromproduktion ab allen vom Versorger während des abgelaufenen Jahres verwendeten Energiequellen verursacht worden sind.

§ 3 - Nach Begutachtung durch die "CWaPE" setzt der Minister die Methode zur Bestimmung der in § 2 3° verwendeten Primärenergiequellen fest.

§ 4 - In der Übersichtsbilanz werden die von den öffentlichen Behörden vereinnahmten Gebühren, Zuschläge und Beiträge ohne MwSt angegeben, indem sie auf einer föderalen bzw. regionalen Grundlage aufgeteilt werden und ihre gesetzliche Bezeichnung angegeben wird.

§ 5 - Die "CWaPE" genehmigt das von jedem Versorger übermittelte Muster der Übersichtsbilanz.

**Art. 12** - Nach vorheriger Begutachtung durch die "CWaPE" bestimmt der Minister die zusätzlichen Angaben, die auf den in den Artikeln 7 und 11 Unterlagen anzugeben sind.

**Art. 13** - Die Versorger sind verpflichtet:

1° zusammen mit den in Artikel 7 erwähnten Rechnungen jegliches von dem Minister bestimmte Dokument bezüglich der rationellen Energienutzung oder der Liberalisierung des Energiemarktes zu verbreiten;

2° gemäß dem in Artikel 37 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts erwähnten Aktionsprogramm jegliche Prämie zwecks der Förderung der rationellen Energienutzung oder Inanspruchnahme erneuerbarer Energien zu gewähren.

Der Minister bestimmt die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der in Absatz 1 2° erwähnten Prämie.

**Art. 14** - Die Rückzahlung der in Artikel 13 Absatz 1 2° erwähnten Prämien wird durch den Energiefonds übernommen.

### KAPITEL III — Spezifische Verpflichtungen öffentlichen Dienstes für die Netzbetreiber

#### Abschnitt 1 — In Sachen Sicherheit, Regelmäßigkeit und Qualität der Versorgung

**Art. 15** - Der Netzbetreiber ist verpflichtet, jeden Antrag auf einen Anschluss zu beantworten, dies gemäß den Bestimmungen der technischen Regelungen für den Betrieb des lokalen Übertragungsnetzes und der Verteilernetze.

**Art. 16** - § 1 - Innerhalb von dreißig Tagen nach der Antragstellung installiert der Betreiber des Verteilernetzes einen Budgetzähler bei dem an das Niederspannungsnetz angeschlossenen Haushaltskunden, der es direkt oder über seinen Versorger beantragt.

Der Netzbetreiber stellt gegebenenfalls dem Versorger die bei der Installation des Budgetzählers durchgeführte Zählerablesung zu.

§ 2 - Die Kosten für den Budgetzähler werden dem Netzbetreiber, der sein Eigentümer ist, angerechnet.

§ 3 - Die Kosten für die Installation des Budgetzählers werden dem Kunden angerechnet.

§ 4 - Der Kunde kann sich dafür entscheiden, die in dem vorigen Paragraphen erwähnten Kosten mittels einer Zahlung in bar oder einer fraktionierten Zahlung zu bezahlen.

Wenn der Kunde eine fraktionierte Zahlung wünscht, richtet der Netzbetreiber ihm eine Rechnung, der ein Zahlungsplan beigelegt ist, zu. Die Dauer und die Modalitäten dieses Zahlungsplans werden von dem Minister auf Vorschlag der "CWaPE" festgesetzt.

**Art. 17** - § 1 - Im Einvernehmen mit der "CWaPE" und den Versorgern sind die Netzbetreiber für den Entwurf, die Durchführung und die Betreuung eines gemeinsamen Systems zum Aufladen der Budgetzähler verantwortlich, das auf dem gesamten Gebiet gültig ist und durch das die Budgetzähler in jeder Gemeinde spätestens ab dem 1. Januar 2007 mindestens während der Öffnungszeiten aufgeladen werden können.

Nach einer Betriebsdauer von einem Jahr und einer Bewertung werden die Netzbetreiber dafür sorgen, dass die Anzahl der Bereitstellungsstellen dieses Systems angepasst wird, um der tatsächlich festgestellten Anzahl Aufladungen Rechnung zu tragen.

§ 2 - Solange das in § 1 erwähnte System nicht eingerichtet ist, sorgt der Betreiber des Verteilernetzes dafür, dass jeder der Öffentlichkeit zugängliche Raum, wo mindestens eine Aufladestelle des Budgetsystems verfügbar ist, mindestens während der Öffnungszeiten zugänglich ist.

**Art. 18** - § 1 - Gemäß den einschlägigen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen übt der Netzbetreiber die Aufgaben und Pflichten aus, die ihm aufgrund des Dekrets und seiner Durchführungserlasse obliegen, um außer im Falle höherer Gewalt den an das von ihm betriebene Netz angeschlossenen Endverbrauchern innerhalb der in den technischen Regelungen erwähnten Spezifikationen für den Betrieb der lokalen Übertragungs- und der Verteilernetze einen ununterbrochenen Zugang und ein Qualitätsniveau der gelieferten Energie zu sichern.

§ 2 - Im Falle einer geplanten Sperrung teilt der Netzbetreiber den betroffenen Kunden gemäß den in den technischen Regelungen für den Betrieb der lokalen Übertragungs- und der Verteilernetze bestimmten Fristen die wahrscheinliche Dauer und den Zeitpunkt der Sperrung mit.

Jede Sperrung infolge eines technischen Problems auf dem Netz muss schnellstmöglich wiederhergestellt werden. Zu diesem Zweck verfügt der Netzbetreiber über technische Mannschaften, die außer in Fällen höherer Gewalt eine Hilfeleistung innerhalb von 2 Stunden ermöglichen.

§ 3 - Außer im Falle höherer Gewalt geht die vollständige Reparatur eines jeden durch Verschulden des Netzbetreibers, einschließlich des Mangels an Vorsicht, angerichteten Schadens an den Anlagen des Kunden wegen u.a. einer Störung der Frequenz - insofern die Verwaltung der Frequenz ihnen obliegt - oder des Spannungsniveaus oder wegen einer ungewöhnlich lange anhaltenden Sperrung im Verhältnis zu den Bestimmungen der technischen Regelung und der Verträge, zu Lasten des Netzbetreibers.

Was den Charakter der ungewöhnlich lange anhaltenden Sperrung betrifft, kann bei der "CWaPE" ein begründetes Gutachten ersucht werden. Nach Anhörung der betroffenen Parteien stellt die "CWaPE" ein Gutachten aus.

**Art. 19** - § 1 - Der Netzbetreiber übermittelt den Benutzern des Netzes oder jeglicher durch sie bevollmächtigten Person die Informationen, die sie brauchen, um einen wirksamen Zugang zum Netz zu haben.

§ 2 - Insbesondere und zur Sicherung der Kontinuität der Versorgung, wobei es dem Endverbraucher erlaubt wird, sein Wahlrecht auszuüben, muss der Netzbetreiber innerhalb einer Frist von maximal acht Werktagen die Zählangaben übermitteln, die es einem Versorger ermöglichen, ein Preisangebot für die Lieferung von elektrischer Energie an einen Endverbraucher zu unterbreiten. Die Angaben werden auf Bitte des Endverbrauchers an jede durch ihn bevollmächtigte Person übermittelt.

Die Übermittlung der im vorliegenden Paragraphen erwähnten Angaben ist Gegenstand einer Tarifierung, die in die Tarifangebote der Netzbetreiber eingefügt wird.

§ 3. Übergangsweise wird die in § 2 Absatz 1 vorgesehene Frist zwischen dem 1. Januar 2007 und dem 31. Dezember 2007 auf sechzehn Werktage erhöht.

**Art. 20** - Beim Anschließen eines Kunden übermittelt der Netzbetreiber diesem Kunden jedes durch den Minister vorgeschriebene Dokument bezüglich der Maßnahmen zwecks der Förderung der rationellen Energienutzung.

**Art. 21** - Der Netzbetreiber kann im Falle eines nachgewiesenen Betrugs durch einen Kunden die Lieferung aussetzen. Er setzt den Versorger fristlos davon in Kenntnis, dies gemäß den Bestimmungen der technischen Regelung für den Betrieb des Versorgungsnetzes bezüglich des Informationsaustauschs.

Die Lieferung kann während der Zeit ausgesetzt werden, die zur Regularisierung der Lage nötig ist, einschließlich der Rückzahlung der eventuellen Schuld, die sich aus dem Betrug ergibt, der Kosten für das Aussetzen der Versorgung und der bei deren Wiederherstellung entstandenen Kosten.

**Art. 22** - Der in Artikel 10 vorgesehenen Zustellung zufolge ändert der Betreiber des Verteilernetzes die Angaben des Zugangsregisters in Bezug auf den EAN-Code ab.

In Ermangelung der Mitteilung eines neuen Versorgers für diesen Code ab dem Ablaufdatum des vorigen Liefervertrags nimmt er die Sperrung des Anschlusses fristlos vor.

#### *Abschnitt 2 — In Sachen Umweltschutz*

**Art. 23** - Im Falle eines Antrags auf den Anschluss von gegenseitig exklusiven Erzeugungsanlagen, insbesondere wegen Leistungsbegrenzungen, gibt der Netzbetreiber den Grünstromerzeugungsanlagen den Vorrang, dies gemäß den Bestimmungen der technischen Regelungen für den Betrieb des lokalen Übertragungsnetzes und der Verteilernetze.

**Art. 24** - Um seinem Eigenverbrauch nachzukommen (ausschließlich des Ausgleichs der Verluste im Netz) oder gegebenenfalls um an sein Netz angeschlossene geschützte oder gebundene Kunden zu beliefern, ist der Netzbetreiber verpflichtet, die überschüssige Erzeugung der an sein Netz angeschlossenen Grünstromerzeuger zum Marktpreis zu kaufen. Der Marktpreis wird unter Berücksichtigung des zufallsbedingten Charakters der Erzeugung und der im Sinne der Gleichgewichtigkeit eingegangenen Verpflichtungen angepasst.

Wenn die überschüssige Erzeugung die in Absatz 1 erwähnten Verbrauchskapazitäten überschreitet, setzt der Netzbetreiber die Versorger davon in Kenntnis. Diese kaufen die überschüssige Erzeugung proportionsmäßig im Verhältnis zu den von ihnen auf dem Gebiet des Netzbetreibers, auf dem sich die Anlagen des oder der betroffenen Grünstromerzeuger(s) befinden, gelieferten Elektrizitätsmengen ab.

Unter "überschüssiger Erzeugung" versteht man die Elektrizitätserzeugung, für die der Grünstromerzeuger keinen Vertrag mit einem Netzbetreiber, Versorger oder Zwischenhändler abgeschlossen hat, oder die Elektrizitätserzeugung, die nicht von dem Erzeuger selbst verbraucht wurde.

#### *Abschnitt 3 — In Sachen Sammlung der Daten*

**Art. 25** - Der Netzbetreiber übermittelt der "CWAPE" bis zum 31. März eines jeden Jahres folgende Daten bezüglich des abgelaufenen Kalenderjahres. Diese werden elektronisch mittels des durch die "CWAPE" bestimmten Formulars übermittelt.

1° die Anzahl der Entnahmestellen und der Gesamtverbrauch im Hochspannungsnetz, aufgegliedert nach Tätigkeitsbereich, wobei dieser nach dem NACE-BEL-Verzeichnis mit vier Zahlen angegeben wird oder, in Ermangelung davon, so wie er durch die Verwaltung bestimmt wird;

2° die Anzahl der Entnahmestellen und der im Niederspannungsnetz geschätzte Gesamtverbrauch, gegebenenfalls nach beruflichen Kunden und Haushaltskunden aufgegliedert und, was die Letzteren betrifft, nach Standardkunden aufgegliedert, die den wie durch die "CWAPE" bestimmten spezifischen Lastprofilen entsprechen;

3° nähere Angaben (EAN-Code und Anschrift) der an das Hochspannungsnetz angeschlossenen Endverbraucher, in der abnehmenden Reihenfolge ihres Verbrauchs geordnet, so wie ihr wie unter 1° bestimmter Tätigkeitsbereich;

4° die von jeder an das Netz angeschlossenen Erzeugungsanlage in dieses Netz eingespeisten kWh;

5° die in jedes andere Netz eingespeisten und aus jedem anderen Netz entnommenen kWh;

6° die Anzahl, die Ursache, die Ortslage und die Dauer der Versorgungssperrungen im Hochspannungs- bzw. Niederspannungsnetz (je Spannungsniveau).

Die "CWAPE" übermittelt unverzüglich diese Daten der Verwaltung.

### *KAPITEL IV — Verpflichtungen öffentlichen Dienstes mit sozialem Charakter*

#### *Abschnitt 1 — Lieferungen an die geschützten Kunden*

**Art. 26** - Wenn der Netzbetreiber aufgrund des Artikels 9 des Dekrets einen geschützten Kunden beliefert, wird er als Versorger des geschützten Kunden betrachtet.

**Art. 27** - § 1 - Wenn der Kunde ein geschützter Kunde ist, setzt er den Versorger schriftlich davon in Kenntnis, gegebenenfalls über das öffentliche Sozialhilfezentrum. Der geschützte Kunde fügt seinem Schreiben alle erforderlichen Belege bei.

Nach Begutachtung durch die "CWAPE" bestimmt der Minister das Muster der Unterlage, die dem Versorger zu übermitteln ist.

§ 2 - Für die in Artikel 33 § 1 3° des Dekrets erwähnten Kategorien von Personen muss der Antrag zur Erhaltung des Status eines geschützten Kunden alle fünf Jahre erneuert werden. In diesem Fall wird die Unterlage von der Einrichtung ausgefüllt, die die Zulage gewährt.

Für die anderen in Artikel 33 des Dekrets erwähnten Kategorien von Personen wird der Antrag jedes Jahr erneuert. In diesem Fall wird die Unterlage entweder von dem öffentlichen Sozialhilfezentrum oder von dem Schuldenvermittler ausgefüllt.

§ 3 - Der Kunde ist verpflichtet, den Versorger innerhalb fünfzehn Tagen schriftlich über den Verlust seiner Eigenschaft als geschützter Kunde zu informieren.

**Art. 28** - In Abweichung von Artikel 6 Absatz 1 ist ein Versorger, mit Ausnahme des Betreibers eines Verteilernetzes, nicht verpflichtet, einen geschützten Kunden zu beliefern, der keine Einigung bezüglich der Zahlung der Schuld erzielt hätte, die er aufgrund der garantierten minimalen Liefermenge eingegangen ist. Diese Abweichung gilt nicht für die Kunden, deren mit der garantierten minimalen Lieferung verbundene Schuld durch die Kommission gemäß dem in Durchführung des Artikels 46 des Dekrets vom 19. Dezember bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts gefassten Erlass gestrichen worden ist.

*Abschnitt 2 — Auf die Haushaltskunden anwendbares Verfahren bei Nichtzahlung*

**Art. 29 - § 1** - Wenn ein Kunde den Betrag seiner Rechnung nach Ablauf der vorgesehenen Frist nicht beglichen hat, sendet der Versorger ihm eine Mahnung mit mindestens folgenden Angaben:

1° das neue Datum der Zahlungsfrist, die nicht unter zehn Tagen liegen darf, sowie die Anschrift der für die Ausarbeitung eines Zahlungsplans zuständigen Dienststelle;

2° die Möglichkeit der Heranziehung des öffentlichen Sozialhilfezentrums oder eines zugelassenen Schuldenvermittlers, sowie die Anschriften dieser Einrichtungen;

3° die Möglichkeit, den Netzbetreiber darum zu bitten, einen Budgetzähler zu installieren, oder einen mit einem Leistungsbegrenzer gekoppelten Budgetzähler wenn der Kunde ein geschützter Kunde ist.

4° das anzuwendende Verfahren, wenn der Kunde keine Lösung für die Zahlung der betroffenen Rechnung findet; dieses Verfahren sieht die Übermittlung des Namens des Kunden an das öffentliche Sozialhilfezentrum vor, es sei denn, der Kunde lehnt dies ausdrücklich ab.

In dem Mahnungsbrief werden ebenfalls ausdrücklich die Modalitäten angegeben, die auf die geschützte Kundschaft anwendbar sind, und insbesondere die Bedingungen zur Übernahme durch den Netzbetreiber der Installation des mit einem Leistungsbegrenzer gekoppelten Budgetzählers.

§ 2 - Das in § 1 erwähnte Muster eines Mahnungsbriefes unterliegt der Genehmigung der "CWAPE", die über dreißig Tage verfügt, um darüber zu befinden.

**Art. 30** - Wenn der Kunde nach Ablauf des in der in Artikel 29 erwähnten Mahnung festgelegten Fälligkeitsdatums nicht:

1° entweder den Betrag der Rechnung beglichen hat;

2° die Installation eines Budgetzählers beantragt hat;

3° mit der zuständigen Dienststelle des Versorgers einen Zahlungsplan vereinbart hat;

4° oder auf der Grundlage einer Bescheinigung des öffentlichen Sozialhilfezentrums oder der zugelassenen Schuldenvermittlungsstelle den Versorger von den geführten Verhandlungen zur Vereinbarung eines Zahlungsplans in Kenntnis gesetzt hat, sendet der Versorger ihm per Einschreiben eine Mahnung zu.

In diesem Schreiben wird angegeben, dass in Ermangelung einer innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach der Einsendung der Mahnung vorgeschlagenen Lösung der Kunde als eines Betrags schuldig betrachtet wird und dass ein Budgetzähler von Amts wegen bei ihm installiert wird.

*Abschnitt 3 — Nichtzahlung seitens eines Haushaltskunden und Installation des Budgetzählers*

**Art. 31 - § 1** - Wenn ein Kunde als eines Betrags schuldig erklärt wird, sendet der Versorger gemäß den Bestimmungen der den Austausch von Informationen betreffenden technischen Regelung für den Betrieb der Verteilernetze dem Netzbetreiber einen Antrag zur Installation eines Budgetzählers bei dem Kunden zu. Wenn der Kunde ein geschützter Kunde ist, fügt der Versorger die in Artikel 27 erwähnten Unterlagen bei.

§ 2 - Zu dem gleichen Datum richtet der Versorger eine Abschrift dieses Antrags an den Kunden und setzt ihn davon in Kenntnis, dass vorbehaltlich eines dem Versorger innerhalb von fünf Tagen zugestellten Einwands seinerseits seine Personalien dem öffentlichen Sozialhilfezentrum zugestellt werden.

§ 3 - Vorbehaltlich eines Einwands des Kunden übermittelt der Versorger dem öffentlichen Sozialhilfezentrum innerhalb von zehn Tagen nach dem Antrag auf Installation des Budgetzählers die Personalien dieses Kunden.

§ 4 - Wenn der eines Betrags schuldige Kunde die Installation eines Budgetzählers im Rahmen des im vorliegenden Artikel bestimmten Verfahrens verweigert bzw. erschwert, wird die Elektrizitätslieferung auf Antrag des Versorgers durch den Netzbetreiber ausgesetzt.

In diesem Fall werden die Kosten für das Aussetzen und die zukünftige Wiederherstellung der Lieferung dem Kunden angerechnet.

§ 5 - Der Minister bestimmt das Verfahren zur Installation des Budgetzählers.

**Art. 32** - Wenn der in den Artikeln 29 bis 31 erwähnte Kunde ein geschützter Kunde ist, wird der Budgetzähler mit einem Leistungsbegrenzer gekoppelt.

**Art. 33 - § 1** - Wenn ein über einen Budgetzähler, dessen Vorauszahlungsmodul deaktiviert ist, verfügbarer Kunde für eines Betrags schuldig erklärt wird, weist der Versorger den Netzbetreiber gemäß den den Austausch von Informationen betreffenden Bestimmungen der technischen Regelung für den Betrieb der Verteilernetze an, die Parameter der wiederaufladbaren Karte des Kunden oder jedes andere gleichwertige System innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Notifizierung abändern zu lassen, um das Vorauszahlungssystem zu aktivieren. Der Versorger informiert unverzüglich den Kunden und das öffentliche Sozialhilfezentrum über den an den Netzbetreiber gerichteten Antrag.

§ 2 - Wenn der eines Betrags schuldige Kunde die Aktivierung des Vorauszahlungssystems eines Budgetzählers im Rahmen des im vorliegenden Artikel bestimmten Verfahrens verweigert bzw. erschwert, kann die Elektrizitätslieferung auf Antrag des Versorgers durch den Netzbetreiber ausgesetzt werden.

In diesem Fall werden die Kosten für das Aussetzen und die zukünftige Wiederherstellung der Lieferung dem Kunden angerechnet.

§ 3 - Der Minister bestimmt das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion.

**Art. 34 - § 1** - Die Bestimmungen von Artikel 16 §§ 2 bis 4 sind im Rahmen des in Artikel 31 § 1 erwähnten Antrags anwendbar.

§ 2 - Unter Einhaltung der durch die Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten Anschlussstarife kann der Anteil des eines Betrags schuldigen Kunden an den Kosten für die Installation eines Budgetzählers, einschließlich aller Steuern, einen indextierten Betrag von 100 EUR nicht überschreiten.

§ 3 - Wenn der eines Betrags schuldige Kunde jedoch ein geschützter Kunde ist, werden die Kosten für die Installation des Budgetzählers dem Netzbetreiber angerechnet.

**Art. 35** - Der Versorger teilt dem Kunden den genauen Betrag der zum Zeitpunkt der Installation des Budgetzählers bestehenden Schuld mit, einschließlich der Kosten für das vor der Installation des Budgetzählers unternommene Verfahren. Die Beitreibung dieser Schuld kann keinesfalls auf die Zahlungen in Verbindung mit Verbrauch nach der Installation des Budgetzählers angerechnet werden.

**Art. 36** - Wenn ein Kunde die mit seinem Stromverbrauch verbundenen Schulden zurückbezahlt hat, kann er bei seinem Versorger kostenlos die Deaktivierung des Vorauszahlungssystems beantragen.

**Art. 37** - Das in Artikeln 31 bis 35 erwähnte Verfahren kann zu jeder Zeit aufgehoben werden im Falle einer Einigung zwischen den Parteien bezüglich der Zahlung der Schuld. Die Nichteinhaltung eines dem Kunden per Einschreiben zugestellten Zahlungsplans bezüglich der Begleichung der Schuld führt von Rechts wegen zur Wiederaufnahme des bis dahin laufenden Verfahrens mit sich.

#### *Abschnitt 4 — Den geschützten Kunden garantierte minimale Liefermenge*

##### *Unterabschnitt 1 — Garantierte minimale Liefermenge und wiederholte Nichtzahlung*

**Art. 38** - § 1 - Der geschützte Kunde, der seinen Budgetzähler nicht speist, hat Anspruch auf die garantierte minimale Liefermenge, deren Leistung auf 1 300 Watt festgelegt wird. Diese Menge ist während sechs Monaten ab der Inbetriebsetzung des Leistungsbegrenzers gesichert.

Die garantierte minimale Liefermenge wird von dem Versorger des geschützten Kunden gesichert, der dem Kunden seinen Verbrauch mit Leistungsbegrenzer berechnet.

In der Rechnung wird Folgendes angegeben:

1° die Möglichkeit der Heranziehung des zugelassenen öffentlichen Sozialhilfezentrums oder eines zugelassenen Schuldenvermittlers, sowie die Anschriften dieser Einrichtungen;

2° die Möglichkeit zum Ersuchen einer sozialen Energiebetreuung.

Wenn der Netzbetreiber feststellt, dass kein Aufladen während dreißig Tagen stattgefunden hat, informiert er fristlos den Versorger davon, und bittet den Kunden, ihm seine Zählerstände zwecks Erstellung dieser Rechnung mitzuteilen.

§ 2 - Das öffentliche Sozialhilfezentrum kann dem Versorger anordnen, für die gesamte Periode oder für die in § 1 erwähnte Teilperiode eine garantierte minimale Liefermenge mit einer Leistung von mehr als 1 300 Watt und einer Höchstleistung von 2 600 Watt festzusetzen, wenn es erachtet, dass die soziale Lage und die Familienzusammensetzung des Haushalts dies rechtfertigen und insofern es die Hälfte der Rechnung des besagten Kunden übernimmt

§ 3 - Der geschützte Kunde kann bei seinem Versorger beantragen, dass der Leistungsbegrenzer außer Betrieb gesetzt wird, sobald er die rückständigen Beträge in Verbindung mit der garantierten minimalen Liefermenge beglichen hat.

§ 4 - Der § 2 des vorliegenden Artikels ist auf die öffentlichen Sozialhilfezentren anwendbar, deren Gesellschaftssitz sich auf dem französischen Sprachgebiet befindet.

**Art. 39** - Wenn der geschützte Kunde während sechs Monaten lediglich die garantierte minimale Liefermenge erhalten und die Rechnungen bezüglich dieser Lieferung nicht beglichen hat, wird er als wiederholt eines Betrags schuldiger Kunde erklärt.

Der Versorger informiert den Netzbetreiber über diese Lage gemäß den Bestimmungen der technischen Regelung für den Betrieb des Verteilernetzes bezüglich des Informationsaustauschs.

Der Versorger sendet dem Kunden und dem öffentlichen Sozialhilfezentrum eine Abschrift der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Mitteilung. Durch dieses Schreiben wird der Kunde von dem späteren Verfahren, insbesondere von der Befassung der Kommission und den sich daraus ergebenden Folgen, in Kenntnis gesetzt.

##### *Unterabschnitt 2 — Verfahren, das zur Stromsperrung wegen einer wiederholten Nichtzahlung führt*

**Art. 40** - § 1 - Im Falle einer wiederholten Nichtzahlung und ab dem Eingang der in Artikel 39 erwähnten Mitteilung ist der Netzbetreiber verpflichtet, den an sein Netz angeschlossenen geschützten Kunden zu beliefern.

Solange der geschützte Kunde seine Rechnungen nicht begleicht, wird die Lieferung auf eine garantierte Mindestleistung Watt begrenzt.

Der Netzbetreiber sendet dem Kunden eine Rechnung mit folgenden Angaben zu:

1° das Datum der Zahlungsfrist, die nicht unter fünfzehn Tagen liegen darf, sowie die Anschrift der für die Ausarbeitung eines Zahlungsplans zuständigen Dienststelle;

2° die Möglichkeit der Heranziehung des öffentlichen Sozialhilfezentrums oder eines zugelassenen Schuldenvermittlers, sowie die Anschriften dieser Einrichtungen;

3° das anzuwendende Verfahren, wenn der Kunde keine Lösung für die Zahlung der betroffenen Rechnung findet; dieses Verfahren sieht die Heranziehung der Kommission vor.

§ 2 - Wenn der Kunde am Ende der in § 1 1° erwähnten Frist keine Abfindung in Bezug auf die Zahlung der rückständigen Beträge in Verbindung mit der garantierten minimalen Liefermenge gefunden hat, stellt der Netzbetreiber ihm per Einschreiben eine Mahnung zu. Durch dieses Schreiben wird ihm mitgeteilt, dass die Kommission mit der Akte befasst wird, falls binnen fünfzehn Tagen nach dem Versand der Mahnung keine Lösung vorgeschlagen wird.

Der Netzbetreiber sendet dem öffentlichen Sozialhilfezentrum eine Abschrift des in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Schreibens.

§ 3 - Wenn der Kunde innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Einsendung der Mahnung keine Lösung gefunden hat oder wenn der geschützte Kunde die Vereinbarung bezüglich der Zahlung der rückständigen Beträge in Verbindung mit der garantierten minimalen Liefermenge nicht einhält, kann der Netzbetreiber bei der Kommission einen begründeten Antrag einreichen, um den Strom wegen offensichtlichen schlechten Willens zu sperren.

##### *Unterabschnitt 3 — Beitreibung der Schuld bezüglich der garantierten minimalen Liefermenge*

**Art. 41** - Der Versorger eines geschützten Kunden, der diesem eine garantierte minimale Liefermenge zugesichert hat, kann höchstens 20% des durch den Kunden wiederaufgeladenen Betrags verwenden, um die Schuld in Verbindung mit der garantierten minimalen Liefermenge abzuführen, wenn diese nicht von der Kommission gestrichen wurde.

Wenn der Netzbetreiber gegebenenfalls als Versorger des geschützten Kunden auftritt, retrozediert er jeden Monat dem betroffenen Versorger den beigetriebenen Betrag.

Falls die Schuld völlig bzw. teilweise durch die Kommission gestrichen wurde, reicht der Netzbetreiber bei der Verwaltung einen begründeten Antrag auf Rückerstattung ein.

## KAPITEL V — Kontrolle durch die "CWaPE"

**Art. 42** - Die "CWaPE" kann von den Versorgern und Netzbetreibern jegliche notwendige Auskunft und jegliche notwendige Unterlage verlangen, um die Kontrolle der Einhaltung ihrer Verpflichtungen öffentlichen Dienstes vornehmen zu können. Die "CWaPE" kann eine Kontrolle vor Ort vornehmen.

**Art. 43** - § 1 - Vor dem 31. März eines jeden Jahres übermittelt der Versorger der "CWaPE" folgende aggregierte Angaben:

- 1° die Anzahl der Kunden, die einen Sozialtarif in Anspruch nehmen;
- 2° die Anzahl der Erinnerungsschreiben;
- 3° die Anzahl der Mahnungen;
- 4° die Anzahl der eines Betrags schuldigen Kunden, wobei zwischen den geschützten und ungeschützten Kunden unterschieden wird;
- 5° die Anzahl der zugelassenen Zahlungspläne und die monatliche Durchschnittszahlung;
- 6° die Anzahl der nicht befolgten Zahlungspläne;
- 7° die Anzahl der den öffentlichen Sozialhilfezentren übermittelten Akten;
- 8° die Anzahl der Anträge auf die Installierung eines Budgetzählers mit bzw. ohne Leistungsbegrenzer, wobei zwischen den Installierungen auf Antrag des Versorgers, des Kunden oder des geschützten Kunden unterschieden wird, sowie die Anzahl der tatsächlichen Installationen;
- 9° den Betrag der Durchschnittsschuld zum Zeitpunkt der Installierung des Budgetzählers;
- 10° die Anzahl der geschützten Kunden, die die garantierte minimale Liefermenge in Anspruch nehmen, unter Angabe der Höchstleistung, sowie die Durchschnittsdauer der garantierten minimalen Liefermenge;
- 11° die Durchschnittsschuld der geschützten Kunden, die lediglich die garantierte minimale Liefermenge in Anspruch nehmen;
- 12° die Anzahl der Entzüge der garantierten minimalen Liefermenge, wobei zwischen dem Entzug binnen 24 Stunden, innerhalb von 7 Tagen, zwischen 8 und 30 Tagen und nach mehr als 30 Tagen unterschieden wird;
- 13° die Anzahl der wiederholt als eines Betrags schuldig geltenden Kunden, den Betrag der Durchschnittsschuld dieser Kunden zum Zeitpunkt der Übertragung an den Netzbetreiber;
- 14° jede sonstige, von der "CWaPE" bestimmte aggregierte Angabe.

§ 2 - Vor dem 31. März eines jeden Jahres übermitteln die Versorger der "CWaPE" einen Bericht über die Primärenergiequellen, die verwendet wurden, um den während des vorigen Kalenderjahres gelieferten Strom zu erzeugen.

§ 3 - Vor dem 31. März eines jeden Jahres übermittelt der Netzbetreiber der "CWaPE" folgende aggregierte Angaben:

- 1° die Anzahl der Kunden, die einen Sozialtarif in Anspruch nehmen;
- 2° die Anzahl der Installierungen von Budgetzählern mit bzw. ohne Leistungsbegrenzer, wobei zwischen den Installierungen auf Antrag des Versorgers, des Kunden oder des geschützten Kunden unterschieden wird;
- 3° die Anzahl der wiederholt als eines Betrags schuldig geltenden geschützten Kunden, den Betrag der Durchschnittsschuld der geschützten Kunden, die lediglich die garantierte minimale Lieferung in Anspruch nehmen, und die Durchschnittsdauer dieser Lieferung;
- 4° die Anzahl der Befassungen der Kommission und die Art der von ihr gefassten Beschlüsse, wobei der Entzug der garantierten minimalen Liefermenge, die Verlängerung, die Dauer dieser Verlängerung, der Betrag der Durchschnittsschuld zum Zeitpunkt als die Kommission ihren Beschluss gefasst hat und die Anzahl der eventuellen Schuldenerlasse voneinander unterschieden werden.

**Art. 44** - Gemäß Artikel 43, § 3 des Dekrets erstellt die "CWaPE" einen detaillierten Bericht bezüglich der Durchführung der den Versorgern und Netzbetreibern auferlegten Verpflichtungen öffentlichen Dienstes.

## KAPITEL VI — Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 45** - § 1 - Unter Einhaltung der zu diesem Zweck durch die Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten Anschlussstarife kann der Anteil des Haushaltskunden an den Kosten für die Installierung eines jeden Zählers, das es ermöglicht, den Verbrauch während der Spitzenzeiten und während der Billigtarifzeiten separat abzurechnen, gewöhnlich Tag- und Nachtzähler genannt, als Ersatz für einen einfachen Zähler, einschließlich aller Steuern, einen indixierten Betrag von 100 EUR nicht überschreiten.

§ 2 - Die Kosten für die Umwandlung der sogenannten "Dreiperiodenzähler" in Tag- und Nachtzähler sind Gegenstand einer Tarifierung, die in die Tarifangebote der Netzbetreiber eingefügt wird.

§ 3 - Die in § 2 erwähnten Leistungen und der Anteil des Tarifs der in § 1 erwähnten Leistungen, der nicht durch die Beteiligung des Haushaltskunden gedeckt ist, werden vom sogenannten "Tag- und Nachtfonds" abgezogen, der bei jedem Betreiber eines Verteilernetzes eingerichtet ist, dies in Anwendung von Punkt C der Empfehlung C.C.(e) 2003/20 vom 12. März 2003 des Kontrollausschusses für Strom und Gas, ergänzt durch die Empfehlung C.C.(e) 2003/28 vom 7. Mai 2003 desselben Ausschusses und bis zur Erschöpfung des Fonds.

§ 4 - Nach Begutachtung durch die "CWaPE" legt der Minister die Beschreibung und den Inhalt der in § 1 erwähnten Leistungen fest, für welche die Beteiligung des Fonds zulässig sein kann.

§ 5 - Die "CWaPE" sorgt für die Überwachung der Verwendung des Fonds.



**Art. 46** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt wird am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses aufgehoben.

**Art. 47** - Mit Ausnahme der Bestimmungen des Artikels 45, § 2 die am 1. März 2003 wirksam werden, tritt der vorliegende Erlass sechzig Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 48** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. März 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 1675

[2006/201391]

**30 MAART 2006. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de wetten van 31 december 1983, 8 augustus 1988, 12 januari 1989, 16 januari 1989, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 28 december 1994, 5 april 1995, 25 maart 1996, 4 december 1996, 8 februari 1999, 19 maart 1999, 5 mei 1999, 21 maart 2000, 13 juli 2001, bij de decreten van de Vlaamse Raad van 27 juli 1996, 15 juli 1997, 14 juli 1998, 18 mei 1999 en bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 14 november 2001, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij de decreten van 19 december 2002 en 18 december 2003 en bij het programmadecreet van 3 februari 2005, inzonderheid op de artikelen 34 en 43, § 2, tweede lid, 1<sup>o</sup>;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, gewijzigd bij het decreet van 18 december 2003 en bij het programmadecreet van 3 februari 2005, inzonderheid op de artikelen 32, 33 en 37;

Gelet op het besluit van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij de besluiten van 4 december 2003 en 9 december 2004;

Gelet op het advies CD-5i06-CWaPE-102 van de CWaPE (Waalse Energiecommissie) van 13 september 2005;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 21 september 2005;

Gelet op het advies 39.620/4 van de Raad van State, gegeven op 16 januari 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Richtlijn 2003/54/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2003 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en houdende intrekking van Richtlijn 96/82/EG, inzonderheid artikel 3 ervan, wordt, overeenkomstig artikel 30, § 3, ervan, bij dit besluit omgezet wat de bevoegdheden van het Waalse Gewest betreft.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> "decreet" : het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2<sup>o</sup> "administratie" : de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie;

3<sup>o</sup> "Commissie" : de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking van de gaslevering en van de minimale elektriciteitslevering, ingesteld bij artikel 46 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

4<sup>o</sup> "schuldbemiddelaar" : de instellingen erkend krachtens het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling en de schuldbemiddelaars bedoeld in artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek;

5<sup>o</sup> "Energiefonds" : fonds bedoeld in artikel 37 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

6<sup>o</sup> "residentiële afnemer" : afnemer wiens elektriciteitsverbruik hoofdzakelijk voor huishoudelijk gebruik dient;

7<sup>o</sup> "budgetmeter" : elektriciteitsmeter die de voorafbetaling van het energieverbruik via een oplaadbare kaart (of elk gelijkwaardig systeem) mogelijk maakt;

8<sup>o</sup> "technisch reglement voor het beheer van het plaatselijke vervoersnet" : besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende het technisch reglement voor het beheer van het plaatselijke elektriciteitsvervoersnet in het Waalse Gewest en de toegang daartoe;

9<sup>o</sup> "technisch reglement voor het beheer van de distributienetten" : besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten in het Waalse Gewest, alsook de toegang daartoe;

10° "NACE-BEL-code": nomenclatuur van de activiteiten die het Nationaal Instituut voor de Statistiek heeft opgemaakt in een geharmoniseerd Europees kader en die opgelegd is bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990 betreffende de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschappen;

11° "EAN-code": uniek numeriek veld van 18 posities voor de eenduidige identificatie van een toegangspunt (European Article Number);

12° "toegangsregister": register bedoeld in artikel 2, 57°, van het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten en de toegang daartoe;

13° "tariefvoorstel": voorstel bedoeld in artikel 1, 13°, van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 betreffende de algemene tariefstructuur en de basisprincipes en procedures inzake de tarieven voor de aansluiting op de distributienetten en het gebruik ervan, de ondersteunende diensten geleverd door de beheerders van deze netten en inzake de boekhouding van de beheerders van de distributienetten voor elektriciteit.

## HOOFDSTUK II. — Openbare dienstverplichtingen voor leveranciers

### Afdeling 1. — Regelmaat, kwaliteit en facturering van de leveringen

**Art. 3.** De leverancier is verplicht binnen tien werkdagen in te gaan op elke leveringsaanvraag ingediend door een afnemer en hem een voorstel van leveringscontract over te leggen. Als het gaat om een residentiële afnemer, bevat het contractvoorstel alle bepalingen betreffende de beschermde afnemers, de budgetmeter, al dan niet met vermogensbegrenzer, en de procedure bij wanbetaling.

**Art. 4.** § 1. Het leveringscontract vermeldt hoe dan ook de volgende gegevens :

- a) de handelsnaam en de maatschappelijke zetel van de leverancier;
- b) de identiteit en het adres van de beheerder van het net waarop de eindafnemer aangesloten is;
- c) het EAN-nummer voor de identificatie van bedoeld toegangspunt;
- d) de verstrekte diensten alsook, desgevallend, de kwaliteitsniveaus van de geboden diensten en de termijn die nodig is voor de oorspronkelijke aansluiting;
- e) de datum van inwerkingtreding van het contract;
- f) de duur van het contract, de voorwaarden voor de verlenging en de opzegging ervan;
- g) de eenheidsprijzen, op de datum van inwerkingtreding van het contract, van de verschillende componenten van de levering waarop de factuur slaat, overeenkomstig artikel 7;
- h) de eventuele formule van indexerings van de prijs per kWu die van toepassing zal zijn tijdens de looptijd van het contract en de waarde van de indexeringsparameters bij de inwerkingtreding ervan;
- i) de middelen ter verstrekking van geactualiseerde informatie over de indexeringsparameters, de toepasbare tarieven en de heffingen, bijdragen en toeslagen;
- j) de compensaties en terugbetalingsformules die eventueel toepasselijk zijn in de gevallen waarin de kwaliteitsniveaus van de diensten die in het contract vastliggen niet gehaald worden;
- k) de modaliteiten voor de betaling van de facturen;
- l) de bepalingen van toepassing bij wanbetaling;
- m) de procedure voor de regeling van geschillen.

§ 2. De gegevens bedoeld in § 1 worden verstrekt voordat het contract gesloten wordt, hetzij rechtstreeks met de leverancier of via een tussenpersoon.

§ 3. De eindafnemer wordt uiterlijk twee maanden vóór de inwerkingtreding van het contract in kennis gesteld van elke wijziging in de contractuele voorwaarden. Deze kennisgeving vermeldt de voorwaarden van opzegging van het contract.

§ 4. Elke eindafnemer is vrij een contract op te zeggen als hij niet instemt met de nieuwe voorwaarden waarvan zijn elektriciteitsleverancier hem kennis geeft.

§ 5. De leverancier geeft de « CWaPE » kennis van zijn type-leveringscontract en van elke wijziging die het ondergaat. Geen enkel type-contract kan in werking treden zonder voorafgaande kennisgeving ervan aan de « CWaPE ».

§ 6. De bepalingen van de §§ 1 tot 5 zijn niet toepasselijk op de distributienetbeheerders als ze krachtens dit besluit leverancier van een eindafnemer zijn.

**Art. 5.** § 1. De leverancier zorgt voor de ononderbroken levering van elektrische energie aan zijn eindafnemers in de gevraagde hoeveelheden.

§ 2. Om te voldoen aan de verplichting bedoeld in § 1 moet de leverancier desgevallend de nodige hoeveelheid elektriciteit kopen die overeenstemt met het verbruik van zijn eindafnemers.

Op verzoek van zijn eindafnemers sluit hij met de betrokken netbeheerders de contracten omschreven in de technische reglementen betreffende het beheer van de plaatselijke vervoersnetten en de distributienetten voor de toegang tot die netten en het gebruik ervan.

**Art. 6.** De leverancier is verplicht onder niet-discriminerende voorwaarden te leveren aan elke residentiële afnemer die erom vraagt, onverminderd de bepalingen van artikel 28.

Elk verschil van behandeling dat niet redelijk gerechtvaardigd is, o.a. op grond van het statuut, het inkomensniveau of de verblijfplaats, wordt als discriminerend beschouwd in de zin van het vorige lid.

Als redelijk gerechtvaardigd verschil van behandeling wordt beschouwd het feit dat een leverancier in zijn contractvoorstel rekening houdt met de gelopen risico's wanneer een afnemer die een contract met hem wenst te sluiten buitengewone risico's vertoont.

**Art. 7.** § 1. De facturen vermelden, desgevallend in een bijlage, hoe dan ook de volgende gegevens :

- 1° het EAN-nummer van het toegangspunt;
- 2° de periode waarop de afrekening slaat;
- 3° de betalingstermijn en de vervaldatum ervan;
- 4° het aantal kWu verbruikt gedurende bedoelde periode, desgevallend per uurschijf;
- 5° de prijs per geleverde kW/kWu, excl. BTW, desgevallend per uurschijf;
- 6° de waarde van de eventuele indexeringsparameters;
- 7° de prijs per kWu en de totale heffing voor de toegang tot het vervoersnet, excl. BTW;
- 8° de prijs per kWu en de totale heffing voor de toegang tot het distributienet, excl. BTW;
- 9° de gefactureerde prijs per kWu en totaalprijs, desgevallend voor de groene certificaten, excl. BTW;
- 10° het bedrag per kWu en het totaalbedrag van elk van de federale en gewestelijke heffingen, toeslagen en bijdragen die op de leveringsprijs drukken, excl. BTW;
- 11° de totaalprijs per kWu (met inbegrip van de elementen bedoeld in 5°, 7°, 8°, 9° en 10°), excl. BTW;
- 12° het globale factuurbedrag, excl. BTW;
- 13° de kosten van de administratieve procedure bij laattijdige betaling, alsook het adres en verdere gegevens betreffende van de dienst geschillen;
- 12° het telefoonnummer van de dienst waarmee doorlopend contact kan worden opgenomen in geval van storing te wijten aan een technisch probleem op het netwerk.

§ 2. In afwijking van § 1 vermelden de facturen die betrekking hebben op periodieke voorschotten hoe dan ook de volgende gegevens :

- 1° het EAN-nummer van het toegangspunt;
- 2° de periode waarop de afrekening slaat;
- 3° de betalingstermijn en de vervaldatum ervan;
- 4° het globale factuurbedrag, excl. BTW;
- 5° de kosten van de administratieve procedure bij laattijdige betaling, alsook het adres en verdere gegevens betreffende van de dienst geschillen;
- 12° het telefoonnummer van de dienst waarmee doorlopend contact kan worden opgenomen in geval van storing te wijten aan een technisch probleem op het netwerk.

**Art. 8.** Als de leverancier een residentiële afnemer bevoorraadt met een systeem van oplaadbare kaarten die via het in artikel 17 bedoelde systeem opgeladen kunnen worden, verschaft hij hem een lijst van de punten waar de oplaadbare kaart verkocht en geladen wordt, vermeldt hij de oplaadmodaliteiten en verzoekt hij de afnemer erom contact op te nemen met de diensten van de betrokken netbeheerder voor de aflevering, formattering of wijzigingen van de kaarten.

**Art. 9.** Overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling kan de leverancier de netbeheerder erom verzoeken de levering op te schorten als er bewezen kan worden dat een afnemer fraude gepleegd heeft.

De levering kan opgeschort worden zolang de toestand niet geregulariseerd is, met inbegrip van de terugbetaling van de eventuele schuld resulterend uit de fraude, van de kosten veroorzaakt door de opschorting en het herstel van de levering.

**Art. 10.** Overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling geeft de leverancier de netbeheerder kennis van de datum van stopzetting van elk leveringscontract, met inachtneming van een opzegtermijn van minimum één maand.

#### *Afdeling 2.* — Voorlichting en bewustmaking inzake rationeel energiegebruik en hernieuwbare energieën

**Art. 11.** § 1. De leverancier maakt voor elke eindafnemer minstens één keer per jaar een samenvattende balans op. Deze balans dient om de afnemer een middel te verschaffen voor de analyse van het energieverbruik. Voor afnemers van wie het verbruik jaarlijks wordt gemeten, wordt de samenvattende balans samen met de jaarlijkse factuur opgestuurd en vermeldt ze het verbruik van de twaalf maanden vóór de meting.

Voor afnemers van wie het verbruik maandelijks wordt gemeten, wordt de samenvattende balans samen met de jaarlijkse regularisatiefactuur opgestuurd en vermeldt ze het verbruik van de twaalf laatste maanden.

§ 2. Voorzover ze niet voorkomen in de documenten gevoegd bij de factuur die naar de eindafnemer gestuurd wordt, vermeldt de samenvattende balans de volgende gegevens :

1° de verbruiken, de periode waarop ze slaan, alsook de globale gemiddelde prijs per kWu, alle taksen, heffingen, toeslagen en bijdragen inbegrepen, verbruikt in de loop van de periode van twaalf maanden vóór de meting, overeenkomstig § 1, alsook in de loop van de twee voorafgaande perioden van twaalf maanden, voorzover bedoelde leverancier daadwerkelijk geleverd heeft aan de eindafnemer;

2° voor de afnemers die aangesloten zijn op het laagspanningsnet, het gemiddelde verbruik van een standaardafnemer dat overeenstemt met een specifieke curve van belasting, zoals bepaald door de « CWaPE », weergegeven d.m.v. grafieken met vermelding van de positie van de eindafnemer;

3° de primaire energiebronnen die jaarlijks gebruikt worden voor de productie van de geleverde elektriciteit, weergegeven d.m.v. grafieken of percentages;

4° de verwijzing naar publicaties, desgevallend elektronisch, waarin het publiek informatie kan vinden over milieu-effecten, tenminste wat betreft emissies van kooldioxide en hoeveelheden radioactieve afval voortkomend uit de productie van elektriciteit vanaf het geheel van de energiebronnen gebruikt door de leverancier tijdens het afgelopen jaar.

§ 3. De methode voor de bepaling van de primaire energiebronnen bedoeld in § 2, 3°, wordt nader bepaald door de Minister, na advies van de « CWaPE ».

§ 4. De op federale of gewestelijke basis verspreide heffingen, toeslagen en bijdragen geïnd door de overheden, excl. btw, en de wettelijke bewoording ervan staan vermeld in de samenvattende balans.

§ 5. Het model van de door elke leverancier overgemaakte samenvattende balans wordt goedgekeurd door de « CWaPE ».

**Art. 12.** Na advies van de « CWaPE » bepaalt de Minister de bijkomende gegevens die vermeld moeten worden op de documenten bedoeld in de artikelen 7 en 11.

**Art. 13.** De leveranciers zijn ertoe gehouden :

1° samen met de in artikel 7 bedoelde facturen elk van de Minister bepaald document te verspreiden dat rationeel energiegebruik of energiemarktliberalisering betreft;

2° elke premie toe te kennen met het oog op de bevordering van rationeel energiegebruik of het gebruik van hernieuwbare energieën, overeenkomstig het actieprogramma bedoeld in artikel 37 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

De Minister bepaalt de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van de premie bedoeld in het eerste lid, 2°.

**Art. 14.** De terugbetaling van de premies bedoeld in artikel 13, eerste lid, 2°, is voor rekening van het Energiefonds.

### HOOFDSTUK III. — Openbare dienstverplichtingen van de netbeheerders

#### Afdeling 1. — Veiligheid, regelmaat en kwaliteit van de levering

**Art. 15.** De netbeheerder is verplicht in te gaan op elke aansluitingsaanvraag overeenkomstig de bepalingen van de technische reglementen voor het beheer van het plaatselijke vervoersnet en van de distributienetten.

**Art. 16.** § 1. De distributienetbeheerder plaatst binnen dertig dagen na de aanvraag een budgetmeter bij de op laagspanning aangesloten residentiële afnemer die erom verzoekt, rechtstreeks of via zijn leverancier.

De netbeheerder geeft de leverancier desgevallend kennis van de opmeting die uitgevoerd werd bij de plaatsing van de budgetmeter.

§ 2. De kost van de budgetmeter is voor rekening van de netbeheerder, die er de eigenaar van is.

§ 3. De kosten van de plaatsing van de budgetmeter zijn voor rekening van de afnemer.

§ 4. De afnemer kan de kosten bedoeld in de vorige paragraaf contant of in schijven betalen.

Als de afnemer in schijven wenst te betalen, stuurt de netbeheerder hem een factuur die vergezeld gaat van een afbetalingsplan. De duur en de modaliteiten van dat afbetalingsplan worden door de Minister vastgelegd op voorstel van de « CWaPE ».

**Art. 17.** § 1. De netbeheerders zijn in samenspraak met de « CWaPE » en de leveranciers verantwoordelijk voor het ontwerpen, de tenuitvoerlegging en de exploitatie van een gemeenschappelijk systeem voor de bevoorrading van de budgetmeter. Dat systeem kan ingeschakeld worden op het gezamenlijke grondgebied en maakt, tenminste tijdens de werkuren, het heropladen van de budgetmeter mogelijk in elke gemeente vanaf uiterlijk 1 januari 2007.

Na één jaar werking en na evaluatie zorgen de netbeheerders voor de aanpassing van het aantal punten van terbeschikkingstelling van dat systeem om het hoofd te bieden aan het daadwerkelijk vastgestelde aantal opladingen.

§ 2. Zolang het in § 1 bedoelde systeem niet geïnstalleerd is, zorgt de distributienetbeheerder ervoor dat elk lokaal dat toegankelijk is voor het publiek en dat minstens over één bevoorradingspunt voor het budgetstelsel beschikt, tenminste gedurende de werkuren toegankelijk is.

**Art. 18.** § 1. Overeenkomstig de desbetreffende wettelijke en reglementaire bepalingen voert de netbeheerder de taken en verplichtingen uit die hem krachtens het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan ten laste vallen om de eindafnemers die aangesloten zijn op het netwerk dat hij beheert, een ononderbroken levering en een kwaliteitsniveau van de geleverde energie te waarborgen, behalve overmacht, overeenkomstig de specificaties vermeld in de technische reglementen voor het beheer van de plaatselijke vervoersnetten en de distributienetten.

§ 2. In geval van geprogrammeerde onderbreking geeft de netbeheerder de betrokken afnemers kennis van de vermoedelijke duur en het tijdstip van de onderbreking, met inachtneming van de termijnen waarin het technisch reglement betreffende het beheer van de plaatselijke vervoersnetten en de distributienetten voorziet.

Elke onderbreking van de bevoorrading die te wijten is aan een technisch probleem op het net wordt zo spoedig mogelijk hersteld. Te dien einde beschikt de netbeheerder over technische ploegen die binnen 2 uur kunnen ingrijpen, behalve overmacht.

Behalve overmacht is de netbeheerder verantwoordelijk voor het integrale herstel van alle schade die door zijn schuld of bij gebrek aan voorzorg zijnerzijde veroorzaakt wordt aan de installaties van de afnemer wegens storing van de spanning - voorzover het beheer van de spanning hen ten laste valt - of wegens ongewoon verlengde afsluiting t.a.v. de bepalingen van het technisch reglement en de overeenkomsten. De « CWaPE » kan verzocht worden om een gemotiveerd advies in geval van abnormaal lange afsluiting. De « CWaPE » brengt haar gemotiveerd advies uit nadat ze de betrokken partijen heeft gehoord.

**Art. 19.** § 1. De netbeheerder verstrekt de netgebruikers of elke door hen gemandateerde persoon de nodige informatie voor een vlotte toegang tot het net.

§ 2. Om de continuïteit van de levering te waarborgen en de eindafnemer daarbij in aanmerking te laten blijven komen, verstrekt de netbeheerder binnen hoogstens acht werkdagen de meetgegevens op grond waarvan een leverancier een prijsophaalrecht voor de levering van elektrische energie aan een eindafnemer kan overleggen. De gegevens worden overgemaakt op verzoek van de eindafnemer of van elke door hem gemandateerde persoon.

De verstrekking van de gegevens bedoeld in de vorige paragraaf is het voorwerp van een tarifiering die opgenomen wordt in de tariefvoorstellen van de netbeheerders.

§ 3. Bij wijze van overgangsmaatregel bedraagt de termijn bedoeld in § 2, eerste lid, zestien werkdagen tussen 1 januari 2007 en 31 december 2007.

**Art. 20.** Bij de aansluiting verschafft de netbeheerder de afnemer elk door de minister voorgeschreven document betreffende de maatregelen ter bevordering van rationeel energiegebruik.

**Art. 21.** De netbeheerder kan de levering opschorten als er bewezen kan worden dat een afnemer gefraudeerd heeft. Hij informeert zo spoedig mogelijk de leverancier overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling.

De levering kan opgeschort worden zolang de toestand niet geregulariseerd is, met inbegrip van de terugbetaling van de eventuele schuld die uit de fraude resulteert, van de kosten veroorzaakt door de opschorting en het herstel van de levering.

**Art. 22.** Ingevolge de kennisgeving bedoeld in artikel 10 wijzigt de distributienetbeheerder de gegevens van het toegangsregister betreffende betrokken EAN-code.

Bij gebrek aan kennisgeving door een nieuwe leverancier voor die code vanaf de datum van stopzetting van het vorige leveringscontract laat hij onmiddellijk overgaan tot de onderbreking van de aansluiting.

#### *Afdeling 2. — Milieubescherming*

**Art. 23.** In geval van aanvraag tot aansluiting van wederzijds exclusieve productie-installaties, o.a. wegens vermogensbegrenzings, geeft de netbeheerder voorrang aan de installaties die groene elektriciteit produceren, overeenkomstig de bepalingen van de technische reglementen voor het beheer van het plaatselijke vervoersnet en van de distributienetten.

**Art. 24.** Om tegemoet te komen aan zijn eigen verbruik (behalve compensatie van verliezen op het net) of om in voorkomend geval te leveren aan de op zijn net aangesloten beschermde of gebonden afnemers, moet de netbeheerder de overtollige productie van de op zijn net aangesloten producenten van groene elektriciteit tegen de marktprijzen kopen. De marktprijs wordt aangepast naar gelang van het wisselvallige karakter van de productie en van de verbintenissen aangegaan inzake evenwicht.

Als de overtollige productie groter is dan de verbruikcapaciteiten bedoeld in het eerste lid, geeft de netbeheerder de leveranciers kennis daarvan. De leveranciers kopen de overtollige productie op naar rato van de elektriciteitshoeveelheden die ze leveren op het grondgebied van de netbeheerder waar de installaties van de betrokken producent(en) van groene elektriciteit gevestigd zijn.

Onder "overtollige productie" wordt verstaan de productie van elektriciteit waarvoor de producent van groene elektriciteit geen leveringscontract gesloten heeft met de netbeheerder, leverancier of tussenpersoon, of de productie van elektriciteit die de producent niet zelf verbruikt heeft.

#### *Afdeling 3. — Inzameling van gegevens*

**Art. 25.** De netbeheerder bezorgt de « CWaPE » jaarlijks uiterlijk 31 maart onderstaande gegevens betreffende het afgelopen kalenderjaar. Die gegevens worden elektronisch verstrekt aan de hand van het door de « CWaPE » afgeleverde formulier :

1° het aantal opnemingspunten en het globale verbruik op het hoogspanningsnet, verdeeld per activiteitssector overeenstemmend met de NACE-BEL-code (4 cijfers) of, bij gebreke daarvan, zoals bepaald door de Administratie;

1° het aantal opnemingspunten en het geschatte globale verbruik op het laagspanningsnet, in voorkomend geval verdeeld tussen professionele en residentiële afnemers en, wat laatstgenoemden betreft, per type-afnemers overeenstemmend met de specifieke belastingcurven zoals bepaald door de « CWaPE »;

3° de personalia (EAN-code en adres), ingedeeld in dalende volgorde van verbruik, van de eindafnemers aangesloten op het hoogspanningsnet, alsmede hun activiteitssector zoals bepaald in 1°;

4° de kWu geïnjecteerd op het net door elke productie-installatie die er op aangesloten is;

5° de kWh geïnjecteerd in en opgenomen van elk ander netwerk;

6° het aantal afsluitingen op het hoog- en op het laagspanningsnet (per spanningsniveau), alsook de oorzaak, lokalisatie en duur ervan;

De « CWaPE » maakt deze gegevens onmiddellijk over aan de Administratie.

### *HOOFDSTUK IV. — Openbare dienstverplichtingen van sociale aard*

#### *Afdeling 1. — Levering aan beschermde afnemers*

**Art. 26.** Als de netbeheerder krachtens artikel 9 van het decreet aan een beschermde afnemer levert, wordt hij beschouwd als zijn leverancier.

**Art. 27.** § 1. Als de afnemer beschermd is, geeft hij de leverancier schriftelijk kennis daarvan, eventueel door bemiddeling van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. De beschermde afnemer laat zijn briefwisseling vergezeld gaan van alle nodige bewijsstukken.

Na advies van de « CWaPE » bepaalt de Minister het model van het aan de leverancier over te maken document.

§ 2. Voor de categorieën personen bedoeld in artikel 33, § 1, 3°, van het decreet, wordt de aanvraag om het statuut van beschermde afnemer te genieten om de vijf jaar hernieuwd. In dit geval wordt het document ingevuld door de instelling die de tegemoetkoming verleent.

Voor de overige categorieën personen bedoeld in artikel 33 van hetzelfde decreet wordt de aanvraag jaarlijks hernieuwd. In dit geval wordt het document ingevuld hetzij door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij door de schuldbemiddelaar.

§ 3. De afnemer verwittigt de leverancier schriftelijk binnen vijftien dagen na het verlies van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer.

**Art. 28.** In afwijking van artikel 6, eerste lid, is een leverancier, met uitzondering van een distributienetbeheerder, niet gehouden tot levering aan een beschermde afnemer die geen overeenkomst gevonden zou hebben m.b.t. de betaling van de schuld die hij ingevolge de gewaarborgde minimumlevering heeft aangegaan. Deze afwijking geldt niet voor de afnemers van wie de schuld i.v.m. de gewaarborgde minimumlevering door de Commissie vernietigd werd overeenkomstig het besluit genomen ter uitvoering van artikel 46 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

*Afdeling 2. — Procedure van toepassing op residentiële afnemers bij wanbetaling*

**Art. 29.** § 1. Als de afnemer het bedrag van de factuur niet heeft betaald binnen de voorgeschreven termijn, stuurt de leverancier een herinneringsbrief waarin de volgende gegevens voorkomen :

1° de nieuwe betalingsstermijn (minstens tien dagen), alsook het adres en verdere gegevens betreffende de dienst die bevoegd is om een betalingsplan op te stellen;

2° de mogelijkheid om een beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkende schuldbemiddelaar, alsook het adres en verdere gegevens betreffende die instellingen;

3° de mogelijkheid om de netbeheerder erom te verzoeken een budgetmeter te plaatsen of, als het gaat om een residentiële afnemer, een budgetmeter met een vermogensbegrenzer;

4° de gevolgde procedure als de afnemer geen oplossing heeft voor de betaling van bedoelde factuur; die procedure voorziet in de mededeling van zijn naam aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, behoudens uitdrukkelijke weigering zijnentwege.

De herinneringsbrief vermeldt eveneens uitdrukkelijk de modaliteiten die van toepassing zijn op de beschermde afnemer, o.a. de voorwaarden waaronder de netbeheerder de plaatsing van de budgetmeter met vermogensbegrenzer voor zijn rekening neemt.

§ 2. De type herinneringsbrief bedoeld in § 1 wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de « CWaPE », die over dertig werkdagen beschikt om zich uit te spreken.

**Art. 30.** Als de afnemer op de vervaldatum die vermeld staat in de in artikel 29 bedoelde herinneringsbrief :

1° hetzij het bedrag van de factuur niet heeft betaald;

2° hetzij niet heeft verzocht om de plaatsing van een budgetmeter;

3° hetzij geen betalingsplan is overeengekomen met de bevoegde dienst van de leverancier;

4° hetzij de leverancier niet op de hoogte heeft gebracht, op grond van een attest van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van de erkende dienst voor schuldbemiddeling, van de onderhandelingen gevoerd om een afbetalingsplan overeen te komen, stuurt de leverancier hem een aangetekende aanmaning.

In dat schrijven wordt hij erop gewezen dat hij tot wanbetaler zal worden verklaard als hij geen oplossing voorstelt binnen vijftien dagen na verzending van de aanmaning, en dat ambtshalve een budgetmeter bij hem geplaatst zal worden.

*Afdeling 3. — Wanbetaling van een residentiële afnemer en plaatsing van de budgetmeter*

**Art. 31.** § 1. Als een afnemer tot wanbetaler verklaard wordt, richt de leverancier aan de netbeheerder een verzoek tot plaatsing van een budgetmeter bij bedoelde afnemer, overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling. Als het gaat om een beschermde afnemer, voegt de leverancier de in artikel 27 bedoelde documenten bij.

§ 2. Op dezelfde datum richt de leverancier een afschrift van het verzoek aan de afnemer en wijst hij hem erop dat zijn personalia overgemaakt zullen worden aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, behalve als hij de leverancier binnen vijf dagen laat weten dat hij zich daartegen verzet.

§ 3. Behoudens verzet van de afnemer, maakt de leverancier zijn personalia binnen tien dagen na het verzoek tot plaatsing van de budgetmeter over aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

§ 4. Als de wanbetaler de plaatsing van de budgetmeter overeenkomstig de in het vorige artikel bedoelde procedure weigert of hindert, wordt zijn elektriciteitslevering door de netbeheerder opgeschort op verzoek van de leverancier.

In dat geval worden de kosten van de opschorting en van het latere herstel van de levering door de afnemer gedragen.

§ 5. De Minister bepaalt de procedure voor de plaatsing van de budgetmeter.

**Art. 32.** Als de afnemer bedoeld in de artikelen 29 tot 31 een beschermde afnemer is, wordt de budgetmeter van een vermogensbegrenzer voorzien.

**Art. 33.** § 1. Als een afnemer die over een budgetmeter beschikt waarvan het voorafbetalingssysteem gedeactiveerd is tot wanbetaler verklaard wordt, gelast de leverancier de netbeheerder, overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling, de parameters van de oplaadbare kaart van de afnemer, of elk ander gelijkwaardig systeem, binnen vijftien dagen te laten wijzigen, om het voorafbetalingssysteem te activeren. De leverancier geeft de afnemer en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn onmiddellijk kennis van het verzoek dat aan de netbeheerder is gericht.

§ 2. Als de wanbetaler de plaatsing van de budgetmeter overeenkomstig de in het vorige artikel bedoelde procedure weigert of hindert, wordt zijn elektriciteitslevering door de netbeheerder opgeschort op verzoek van de leverancier.

In dat geval worden de kosten van de opschorting en van het latere herstel van de levering door de afnemer gedragen.

§ 3. De Minister bepaalt de procedure voor de activering van de voorafbetalingsfunctie.

**Art. 34.** § 1. De bepalingen van artikel 16, §§ 2, 4 tot 5, zijn toepasselijk in het kader van het verzoek bedoeld in artikel 31, § 1.

§ 2. Met inachtneming van de door de CREG goedgekeurde aansluitingstarieven mag het aandeel van de wanbetaler in de plaatsingskosten van de budgetmeter niet hoger zijn dan een geïndexeerd bedrag van 100 euro, alle taken inbegrepen.

§ 3. Als de wanbetaler een beschermde afnemer is, worden de plaatsingskosten van de budgetmeter evenwel door de netbeheerder gedragen.

**Art. 35.** De leverancier geeft de afnemer kennis van het juiste bedrag van de bestaande schuld bij de plaatsing van de budgetmeter, incl. de kosten van de procedure die er aan vooraf gaat. De invordering van die schuld mag in geen geval afgehouden worden van de betalingen i.v.m. het verbruik van na de plaatsing van de budgetmeter.

**Art. 36.** Als een afnemer de schulden i.v.m. zijn elektriciteitsverbruik vereffend heeft, mag hij zijn leverancier erom verzoeken het voorafbetalingssysteem gratis te laten desactiveren.

**Art. 37.** De procedure bedoeld in de artikelen 31 tot 35 kan elk ogenblik opgeschort worden als de partijen een regeling vinden voor de betaling van de schuld. De niet inachtneming van een betalingsplan voor de regeling van de schuld, dat de afnemer aangetekend toegestuurd wordt, heeft van rechtswege de hervatting van de procedure als gevolg.

#### *Afdeling 4. — Minimumlevering gewaarborgd aan de beschermde afnemers*

##### *Onderafdeling 1. — Gewaarborgde minimumlevering en recurrente wanbetaling*

**Art. 38. § 1.** De beschermde afnemer die zijn budgetmeter niet bevoorraadt, komt in aanmerking voor de gewaarborgde minimumlevering, waarvan het vermogen vastgelegd is op 1 300 Watt. De minimumlevering wordt gewaarborgd gedurende zes maanden, met ingang van de indienststelling van de vermogensbegrenzer.

De gewaarborgde minimumlevering wordt gewaarborgd door de leverancier van de beschermde afnemer, die hem zijn verbruik onder begrenzer factureert.

De factuur vermeldt :

1° de mogelijkheid om een beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkende schuldbemiddelaar, alsook het adres en verdere gegevens betreffende die instellingen;

2° de mogelijkheid om een energetische begeleiding aan te vragen.

Als de netbeheerder constateert dat er gedurende dertig dagen niet opgeladen wordt, verwittigt hij onmiddellijk de leverancier en verzoekt hij de afnemer erom zijn registers te verstrekken om deze factuur op te maken.

§ 2. Als hij acht dat de maatschappelijke toestand en de gezinssamenstelling het rechtvaardigen, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de leverancier gelasten voor een gedeelte of het geheel van de periode bedoeld in § 1 te voorzien in een gewaarborgde minimumlevering van meer dan 1 300 Watt (maximum 2 600 Watt), op voorwaarde dat het de helft van de factuur van bedoelde afnemer voor zijn rekening neemt.

§ 3. De beschermde afnemer kan zijn leverancier verzoeken om de desactivering van de vermogensbegrenzer zodra hij de achterstallige bedragen i.v.m. de gewaarborgde minimumlevering heeft betaald.

§ 4. § 2 van dit artikel is van toepassing op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn waarvan de zetel gevestigd is op het grondgebied van het Franse taalgebied.

**Art. 39.** Als de beschermde afnemer de gewaarborgde minimumlevering slechts zes maanden genoten heeft en de facturen i.v.m. die levering niet betaald heeft, wordt hij tot recurrent wanbetaler verklaard.

De leverancier geeft de netbeheerder kennis van die toestand overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het distributienetbeheer betreffende informatie-uitwisseling.

De leverancier bezorgt de afnemer en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een afschrift van de kennisgeving bedoeld in het vorige lid. In dat schrijven wordt de afnemer gewezen op de latere procedure, o.a. op de aanhangigmaking van de Commissie en van de gevolgen die daaruit voortvloeien.

##### *Onderafdeling 2. — Procedure inzake elektriciteitsafsluiting ingevolge recurrente wanbetaling*

**Art. 40. § 1.** In geval van recurrente wanbetaling is de netbeheerder, vanaf de datum van ontvangst van de kennisgeving bedoeld in artikel 39, verplicht aan de op zijn net aangesloten beschermde afnemer te leveren.

Zolang de beschermde afnemer zijn facturen niet betaald heeft, wordt de levering beperkt tot een gewaarborgd minimumvermogen.

De netbeheerder stuurt de afnemer een factuur toe met de volgende gegevens :

1° de betalingstermijn, die minstens vijftien dagen bedraagt, alsook het adres en verdere gegevens betreffende de dienst die bevoegd is om een betalingsplan op te stellen;

2° de mogelijkheid om een beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkende schuldbemiddelaar, alsook het adres en verdere gegevens betreffende die instellingen;

3° de gevolgde procedure als de afnemer geen oplossing heeft voor de betaling van bedoelde factuur; die procedure voorziet in de mogelijkheid om beroep in te stellen bij de Commissie.

§ 2. Als de afnemer geen overeenkomst gevonden heeft om de achterstallige bedragen i.v.m. de gewaarborgde minimumlevering te betalen binnen de termijn bedoeld in § 1, 1°, stuurt de leverancier hem een aangetekende aanmaning. In dat schrijven wordt hij erop gewezen dat het dossier bij de Commissie aanhangig gemaakt wordt als hij geen oplossing voorstelt binnen vijftien dagen na verzending van de aanmaning.

De netbeheerder bezorgt het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een afschrift van het schrijven bedoeld in het vorige lid.

§ 3. Als de afnemer binnen vijftien dagen na het versturen van de aanmaning geen oplossing heeft voorgesteld of als de beschermde afnemer de overeenkomst betreffende de betaling van de achterstallige bedragen i.v.m. de gewaarborgde minimumlevering niet in acht neemt, kan de netbeheerder bij de Commissie een gemotiveerd verzoek indienen met het oog op de afsluiting van de elektriciteit wegens manifeste slechte wil.

##### *Onderafdeling 3. — Invordering van de schuld i.v.m. de gewaarborgde minimumlevering*

**Art. 41.** De leverancier van een beschermde afnemer die bedoelde afnemer een gewaarborgde minimumlevering heeft bezorgd, kan maximum 20 % van het door de afnemer heropgeladen bedrag besteden aan de terugbetaling van de schuld i.v.m. de gewaarborgde minimumlevering als de Commissie ze niet geannuleerd heeft.

Als de netbeheerder desgevallend als leverancier van de beschermde afnemer handelt, betaalt hij het ingevorderde bedrag maandelijks terug aan betrokken leverancier.

Als de Commissie de schuld geheel of gedeeltelijk annuleert, dient de netbeheerder een gerechtvaardigde aanvraag tot terugbetaling in bij de administratie.

HOOFDSTUK V. — *Controle door de « CWaPE »*

**Art. 42.** De « CWaPE » kan de leveranciers en netbeheerders verzoeken om alle gegevens en documenten die ze nodig heeft om na te gaan of zij hun openbare dienstverplichtingen nakomen. De « CWaPE » kan controle ter plaatse uitvoeren.

**Art. 43.** § 1. De leverancier bezorgt de « CWaPE » jaarlijks vóór 31 maart de volgende geaggregeerde gegevens :

1° het aantal afnemers die het sociaal tarief genieten;

2° het aantal herinneringen;

3° het aantal aanmaningen;

4° het aantal wanbetalers, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen beschermde en onbeschermde afnemers;

5° het aantal aangenomen afbetalingsplannen en de gemiddelde maandelijkse betaling;

6° het aantal niet-nageleefde afbetalingsplannen;

7° het aantal dossiers overgemaakt aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

8° het aantal aanvragen tot plaatsing van een budgetmeter, al dan niet met vermogensbegrenzer, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen plaatsingen op verzoek van de leverancier, van de afnemer of de beschermde afnemer, alsook het aantal effectieve plaatsingen;

9° het bedrag van de gemiddelde schuld op het ogenblik van de plaatsing van de budgetmeter;

10° het aantal beschermde afnemers die de gewaarborgde minimumlevering genieten, met vermelding van het maximumvermogen alsook van de gemiddelde duur van de gewaarborgde minimumlevering;

11° de gemiddelde schuld van de beschermde afnemers die alleen voor het gewaarborgd minimumvermogen in aanmerking komen;

12° het aantal opschortingen van de gewaarborgde minimumlevering, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen een opschorting binnen 24 uur, binnen 7 dagen, tussen 8 en 30 dagen en na meer dan 30 dagen;

13° het aantal recurrente wanbetalers, het bedrag van hun gemiddelde schuld op het ogenblik van de overdracht naar de netbeheerder;

14° elk ander geaggregeerd gegeven bepaald door de « CWaPE ».

§ 2. De leveranciers bezorgen de « CWaPE » jaarlijks vóór 31 maart een verslag over de primaire energiebronnen die gebruikt worden voor de productie van de elektriciteit geleverd in de loop van het afgelopen kalenderjaar.

§ 3. De netbeheerder bezorgt de « CWaPE » jaarlijks vóór 31 maart de volgende geaggregeerde gegevens :

1° het aantal afnemers die het sociaal tarief genieten;

2° het aantal plaatsingen van een budgetmeter, al dan niet met vermogensbegrenzer, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen plaatsingen op aanvraag van de leverancier, van de afnemer of van de beschermde afnemer;

3° het aantal beschermde afnemers die recurrente wanbetalers zijn, het bedrag van de gemiddelde schuld van de beschermde afnemers die alleen voor de gewaarborgde minimumlevering in aanmerking komen en de gemiddelde duur van die levering;

4° het aantal aanhangigmakingen bij de Commissie en het door haar genomen soort beslissing, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de opschorting van de gewaarborgde minimumlevering, de verlenging, de duur van de verlenging, het bedrag van de gemiddelde schuld op het tijdstip waarop de Commissie beslist en het aantal eventuele.

**Art. 44.** De « CWaPE » maakt een uitvoerig verslag over de nakoming van de aan de leveranciers en netbeheerders opgelegde openbare dienstverplichtingen, overeenkomstig artikel 43, § 3, van het decreet.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 45.** § 1. Met inachtneming van de door de CREG daartoe goedgekeurde tarieven mag het aandeel van de residentiële afnemer in de plaatsingskosten van elke budgetmeter waarmee de verbruiken tijdens de volle en stille uren apart geboekt kunnen worden (die budgetmeter wordt doorgaans tweevoudige meter genoemd en vervangt de eenvoudige meter), niet hoger zijn dan een geïndexeerd bedrag van 100 euro, alle taksen inbegrepen.

§ 2. De kosten voor de omzetting van de zogenaamde "drievoudige" meters in tweevoudige meters zijn het voorwerp van een tarifiering die opgenomen is in de tariefvoorstellen van de netbeheerders.

§ 3. De prestaties bedoeld in § 2 en het aandeel van het tarief van de prestaties bedoeld in § 1, dat niet gedekt wordt door de tegemoetkoming van de residentiële afnemer, worden opgenomen op het zogenaamde "tweevoudige" Fonds dat aangelegd wordt bij elke distributienetbeheerder, overeenkomstig punt C van de aanbeveling C.C.(e) 2003/20 van 12 maart 2003 van het controlecomité voor de elektriciteit en het gas, aangevuld bij de aanbeveling C.C.(e) 2003/28 van 7 mei 2003 van hetzelfde Comité, tot uitputting van het Fonds.

§ 4. Na advies van de « CWaPE » bepaalt de Minister de omschrijving en de inhoud van de in § 1 bedoelde prestaties die in aanmerking kunnen komen voor de tegemoetkoming van het Fonds.

§ 5. De « CWaPE » voert controle uit op het gebruik van het Fonds.

**Art. 46.** Het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 47.** Dit besluit treedt in werking zestig dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de bepalingen van artikel 45, § 1, die van kracht worden op 1 maart 2003.

**Art. 48.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Energiebeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 maart 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE